La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique

ÉDITION DU
DIMANCHE
Montréal,
dimanche 14 décembre 1997
114e année No 56
58 pages, 4 cahiers
60 ¢ TAXES EN SUS
RÉGION EST DE QUÉBEC 65 ¢ / ÎLES-DE-LA-MADELEINE 1 $ / FLORIDE 1,65 $ U.S.

AILES
LES AILES DE LA MODE
Mail Champlain Carrefour Laval
Place Ste-Foy, QC



Santé
Les jumeaux pareils, pas pareils
page C1

Livres Sous l'arbre, des centaines d'images et des milliers de mots!
page B1



La Personnalité de la semaine
Jean-Paul Barré
page A16



Hockey
Canadiens 2
Bruins 4
page S3

Encore la bactérie mangeuse de chair

Rappel de tous les bébés nés à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme depuis le début du mois

RAYMOND GERVAIS

L'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme a décidé de rappeler hier tous les bébés qui y sont nés depuis le début du mois de décembre ainsi que leurs mères, afin de s'assurer qu'ils n'ont pas été infectés par la bactérie mangeuse de chair.

Le 5 décembre, une jeune femme de 25 ans qui venait d'accoucher de son troisième enfant est subitement tombée gravement malade. La jeune mère devait mourir quelques heures plus tard d'une mystérieuse maladie. Quoique infecté par le nombril, le bébé s'en est tiré.

Ce n'est qu'après avoir pratiqué des tests sur leur patiente que les médecins se sont rendus compte que la mère de famille avait été frappée par un streptocoque du groupe A, une bactérie parente de celle qu'on a surnommée la mangeuse de chair.

Vendredi, une autre jeune mère qui avait accouché quelques jours plus tôt a dû être hospitalisée de nouveau, souffrant des mêmes symptômes qui caractérisent le streptocoque du groupe A, soit une forte fièvre et une faible tension artérielle. Toutefois, les médecins ont réussi à stopper la progression de la maladie par des injections massives d'antibiotiques.

Face à ces deux cas, la direction du centre hospitalier a décidé de ne prendre aucun risque et de soumettre à un test de dépistage de la maladie toutes les personnes qui ont été en contact avec le service d'obstétrique, aussi bien les patients que le personnel infirmier et médical. Une médication préventive a aussi été prescrite à tout le personnel du service.

Près de 150 personnes ont été soumises au test de dépistage du streptocoque du groupe A. Les résultats des analyses seront connus mardi au plus tard.

Madeleine Tremblay, infirmière en prévention des maladies auprès de l'hôpital de Saint-Jérôme, a voulu se faire rassurante hier

Voir **ENCORE** *en A2*

Dilemme cornélien pour les Acadiens

Mourir en français ou se faire soigner en anglais

ANDRÉ PÉPIN
BATHURST, N.-B.

Les services de santé sont à deux vitesses au Nouveau-Brunswick, seule province officiellement bilingue au Canada. Les listes d'attente pour des chirurgies sont trois fois plus longues pour les communautés francophones. Il faut au moins deux ans d'attente pour dénicher un omnipraticien ou un médecin de famille dans les régions francophones du nord de la province.

L'hôpital francophone Georges-L.-Dumont, de Moncton, par exemple, montre une liste d'attente de 425 personnes à sa clinique de cardiologie. Un patient qui s'y présente pour un problème bénin, comme un souffle au coeur, devra attendre plus d'un an pour un rendez-vous.

Le même patient, s'il accepte d'être soigné en

Voir **DILEMME** *en A2*

Haute vitesse sur courte piste

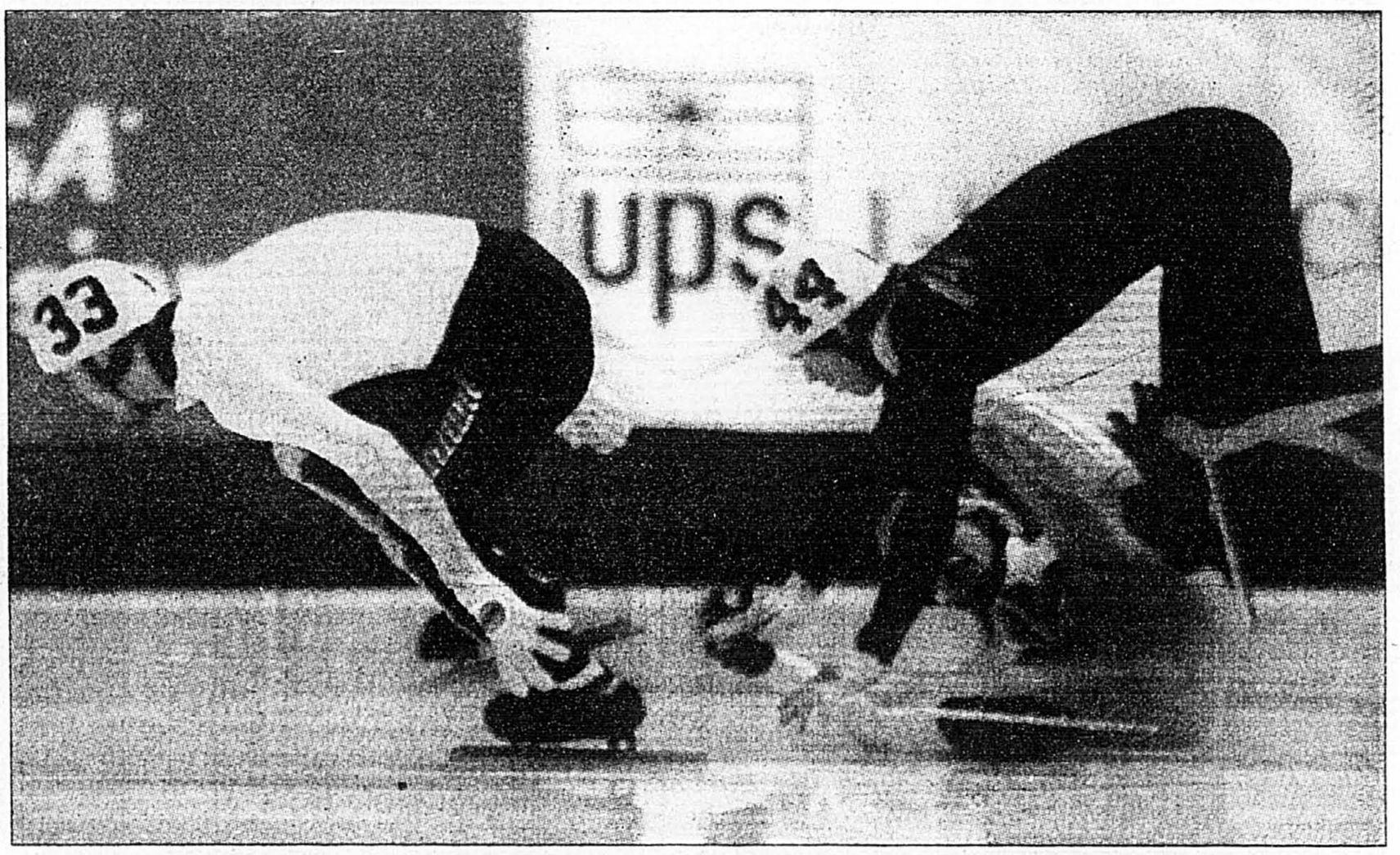


PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

Les héros des débuts des qualifications olympiques en patinage de vitesse courte piste, Marc Gagnon et Isabelle Charest, pourtant à 56 jours du sommet de leur progression — et de Nagano —, se sont payé chacun deux records du monde à l'aréna Maurice-Richard hier, devant 500 spectateurs. Gagnon a abaissé sa marque au 1 000 mètres et a égalé celle de l'Italien Vuillermin au 500 mètres. Charest, pour sa part, a abaissé deux fois son record mondial du 500 mètres. Toutefois, bizarrerie, ces chronos ne s'inscriront qu'au plan national, la compétition étant limitée aux Canadiens, et deviendront supérieurs aux marques mondiales reconnues. Ci-dessus en demi-finale du 500 mètres, Marc Gagnon (33) passe de justesse l'Ontarien Shawn Holman (44) et le Québécois Jean-François Monette, impliqués dans une chute. Le départ sera repris et Gagnon l'emportera en 42 secondes 68, égalant le chrono mondial. **À lire en page S6**

Sex Panic et la culture gay

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

La Presse à **NEW YORK**

La controverse secoue la communauté homosexuelle des États-Unis depuis le printemps. Plusieurs gays préféreraient la taire, de peur de raviver les vieux préjugés dont ils ont longtemps été victimes. Mais Larry Kramer n'a jamais fait dans la dentelle. Et il vient de le prouver à nouveau en montant sur une des plus hautes tribunes journalistiques de son pays pour condamner l'idéologie sexuelle d'une nouvelle association gay appelée Sex Panic.

Dramaturge de talent, Kramer a joué un rôle de pionnier aux États-Unis dans la lutte contre le sida. En 1987, le New-Yorkais de 62 ans a notamment participé à la création d'une association — ACT UP — dont l'activisme a soulevé son lot de controverses au fil des ans et fait des petits partout en Occident, y compris à Montréal. En juillet dernier, dans un coup d'éclat typique, il a offert plusieurs millions à la prestigieuse université Yale pour fonder une chaire d'études sur les gays et les lesbiennes. Quand Yale a décliné l'offre, estimant le champ d'études trop « étroit », Kramer n'a pas hésité à accuser son alma mater d'« homophobie ».

Aujourd'hui, le dramaturge, atteint du sida, s'en prend aux membres de sa propre communauté qui propagent l'idéologie de Sex Panic.

L'association est née à New York en mai dernier lors d'une soirée réunissant des journalistes, des artistes et des universitaires homosexuels. Ils étaient une soixantaine à s'être donné rendez-vous pour discuter du *backlash* qui sévit présentement selon eux contre les pratiques sexuelles des gays. Ils ont dénoncé la campagne de la police new-yorkaise contre le sexe dans les toilettes publiques et la fermeture de plusieurs discos et pubs gays de la ville.

Ils ont aussi déploré la sortie de nouveaux livres se penchant de manière critique sur certains aspects de la vie gay en milieu urbain, des aspects toujours présents malgré le spectre du sida : les saunas, les *sex clubs* et les partouzes s'étalant sur un week-end et où la drogue est omniprésente. (Ces phénomènes sont décrits dans *Sexual Ecology*, de Gabriel Rotello, et *Life Outside*, de Michaelangelo Signorile ; les deux auteurs sont homosexuels.)

Un participant a parlé de « panique sexuelle » pour décrire le *backlash* contre ces pratiques. Un autre a dit que la « libération sexuelle » des gays était menacée par cette croisade morale. Un autre encore

Voir **SEX** *en A2*

Comme la peste



Le taxage, c'est en quelque sorte la peste noire des élèves du primaire et du secondaire. Car comme s'il s'agissait d'une véritable épidémie, les jeunes victimes de vol ou d'extorsion se retrouvent souvent contaminées par leur agresseur. Celles-là décident de se venger, tandis que d'autres passent à l'attaque pour afficher leur puissance. « Taxer, c'est un *power trip*. Je jetais les trois quarts de ce que je prenais », confie ainsi un taxeur repenti, qui a aussi expliqué à *La Presse* les motivations de ses semblables.
À lire en page A10

748
JOURS AVANT L'AN 2000

INDEX

Petites annonces		- affaires	C9	Décès	C9	Laporte Stéphane	A5	Sciences	C11, C12
- index	C5	Arts et spectacles	B8 à B13	Êtes-vous observateur	C5	Le bridge	C8	Têtes d'affiche	C10
- immobilier	C5, C6	- horaire spectacles	B11	Génies en herbe	C11	Le monde	A6, A7	Tabloïd Sports	
- marchandises	C6, C7	- horaire télévision	B10	Feuilleton	C7	Loteries	A2, A5	- Réjean Tremblay	S5
- emplois	C7	Bandes dessinées	C6	Horoscope	C8	Mots croisés	C11		
- automobile	C7 à C9			La Jeune Presse	A13	Mot mystère	C7		

SCIENCES
Quand les castors vivaient tout à côté du pôle Nord
- *page C12*

MÉTÉO
Nuageux avec éclaircies, venteux et froid
Max. -6, min. -15
Cahier Sports, page 16

6 21924 98765 1

ON REGARDE AILLEURS, ON ACHÈTE CHEZ...
Si dans les 60 jours après votre achat, vous trouvez le même article annoncé moins cher ailleurs aux mêmes conditions, ON VOUS REMBOURSE LE DOUBLE DE LA DIFFÉRENCE
domon
MEUBLES • ÉLECTROMÉNAGERS • AUDIO • VIDÉO
MONTRÉAL Joliette 1500, rue Ontario E. • Tél. : 527-4331
VERDUN 5987, av. Verdun • Tél. : 766-2331
DEUX-MONTAGNES 1600, Chemin Oka • Tél. : 473-2757
DORION 127, boul. Harwood • Tél. : 424-5161
LAVAL 1605, boul. Le Corbusier • Tél. : 688-1414
LACHINE 1360, rue Notre-Dame • Tél. : 637-58[illegible]
CHATEAUGUAY 12, boul. St-Jean Baptiste • Tél. : 692-1040

Suites de la une

Encore la bactérie mangeuse de chair

ENCORE / *Suite de la page A1*

auprès de la population et des patients, précisant que c'était par mesure de sécurité que les patients et le personnel du service d'obstétrique avaient été soumis au test de dépistage. Mme Tremblay a affirmé qu'aucun autre cas de streptocoque du groupe A dans les autres services de l'hôpital n'a été décelé.

Au total, 35 mamans et leurs enfants ont été rappelés à l'hôpital en plus d'une soixantaine d'employés et une vingtaine de médecins.

Pour le moment, les médecins ne peuvent préciser si les deux cas sont reliés. Mais ils ont été signalés dans un laps de temps très rapproché.

En novembre dernier, un homme de 29 ans, atteint de la même bactérie, est mort à l'Hôpital général de Montréal, malgré l'amputation d'une jambe.

En 1996, deux cas de bactérie mangeuse de chair ont été recensés dans l'île de Montréal et quatre en 1997. Un seul de ces cas a entraîné la mort du patient.

Habituellement, c'est un streptocoque du groupe B qui se manifeste chez les mères et chez les nourrissons peu après l'accouchement, une fois par 1 000 ou 2 000 naissances.

Au début de l'automne, le docteur Michael Gardham, du département des maladies infectieuses et de microbiologie de l'université McGill, avait déclaré que la souche B se traduit par une infection grave dite « envahissante ».

En août 1996, Peggy Lee Sabattis, 29 ans, est morte plusieurs heures après avoir donné naissance à une petite fille en santé à l'hôpital Doctor Everett Chalmers de Frederiction, au Nouveau-Brunswick. Le rapport de l'autopsie indique que la bactérie mangeuse de chair de type A a produit des toxines qui ont envahi tous les organes vitaux de la victime.

Dilemme cornélien pour les Acadiens

DILEMME / *Suite de la page A1*

anglais, à Saint-Jean, dans le sud de la province, ne vivra qu'une période d'attente de trois mois !

Le problème, c'est qu'à la clinique de cardiologie de Saint-Jean, la seule spécialisée dans la province, aucun des cinq médecins cardiologues ne parle français. Deux choix s'offrent donc aux francophones : souffrir et recevoir des services dans leur langue éventuellement... ou se faire soigner rapidement en anglais.

« Mourir en français... ou accepter d'être soigné en anglais », titrait hier le nouvel hebdomadaire francophone provincial *Le Journal*, après avoir obtenu les commentaires de plusieurs médecins.

À l'hôpital Georges-L.-Dumont de Moncton, 2 000 patients sont en attente d'une chirurgie, soit la plus longue liste de toute la province. Selon le vice-président des services médicaux de la corporation hospitalière, le docteur Louis-Marie Simard, l'hôpital manque de salles d'opération. « Pour à peu près le même nombre de patients, nous avons la moitié moins de blocs opératoires que l'hôpital anglais Moncton City. » Georges-L.-Dumont compte en effet six blocs opératoires, comparativement à 12 pour l'hôpital des anglophones, dans la même ville.

Un autre médecin, le Dr Rosaire Vaillancourt, a quitté le Québec, il y a quelques années, pour venir pratiquer sa science en Acadie. « J'ai quitté le Québec il y a cinq ans parce que je voyais des patients dépérir sous mes yeux. Nous nous dirigeons vers la même situation au Nouveau-Brunswick. Je vois des malades qui m'ont été référés en 1994 », explique ce chirurgien de l'hôpital francophone de Moncton.

Plus au nord, dans la péninsule acadienne, la situation est encore plus inquiétante. **Un hôpital tout neuf, à Tracadie-Sheila, construit au coût de 16 millions, lutte pour sa survie. C'est au coeur de la francophonie acadienne. On y compte au moins quatre salles d'opération, mais on n'y pratique plus de chirurgie. Il n'y a même pas d'anesthésiste. Les salles sont vides, il manque de spécialistes. On n'y fait même plus d'accouchement.**

Les Acadiens du Nord-Est doivent se rabattre sur le centre hospitalier de Bathurst, un hôpital bilingue, mais complètement débordé aussi.

Un spécialiste en oto-rhino-laryngologie, le Dr Guy Tremblay, est seul dans sa discipline et montre une liste d'attente de 700 patients. Une liste si longue qu'il n'accepte plus de nouveaux patients. Il songe à quitter la région, tellement il est écrasé par la tâche.

Une patiente de la péninsule, Mme Maria Duclos, 73 ans, devra se rendre à Saint-Jean, en janvier ou février, pour subir une biopsie de la glande thyroïde. Le Dr Tremblay pourrait la traiter, mais avec une liste d'attente de 700 patients... Maria Duclos devra consulter en anglais, à Saint-Jean. Elle n'est pas riche et, surtout, elle ne parle pas l'anglais. Elle confie, avec son accent tout acadien : « Pourquoi ils ne peuvent pas examiner ma gorge, ici, en français ? Pourquoi, dans un pareil bel hôpital que nous avons à Tracadie, sommes-nous obligés d'aller à Saint-Jean ? Qu'est-ce qu'ils bardassent ici les docteurs, dans les hôpitaux francophones ? Je pense que je vais laisser faire, je n'irai pas à Saint-Jean. »

Il y a 60 000 des 350 000 francophones du Nouveau-Brunswick qui ne parlent pas l'anglais. Pourtant, le budget de la province, rendu public la semaine dernière, nous apprend que le budget de la santé est de 1,4 milliard, le double de celui de l'éducation.

Au ministère de la Santé, dirigé par le Dr Russel King, on ne parle pas aux médias. Un fonctionnaire explique toutefois que la province manque de spécialistes.

Sex Panic et la culture gay

SEX / *Suite de la page A1*

a proposé la création d'une association pour défendre la « culture gay ». Le nom de l'association était déjà trouvé : Sex Panic.

Le mois dernier, à San Diego, Sex Panic a tenu une première rencontre d'importance, un « sommet » auquel ont participé 200 personnes. La conférence avait pour but de fournir « aux hommes l'occasion d'élaborer une stratégie commune » pour défendre leur « désir de baiser dans des lieux publics ».

Pour Larry Kramer, la campagne de Sex Panic est le comble de l'irresponsabilité. Dans un article d'opinion publié il y a deux jours dans le *New York Times*, il a écrit, en faisant allusion aux demandes de Sex Panic : « Baiser dans les lieux publics, ça veut dire baiser dans les parcs, dans les toilettes publiques, dans les saunas, dans les arrière-salles des bars et des discos, dans les partouzes du week-end, sur les plages — partout où des hommes peuvent se rassembler. »

Et d'ajouter : « Le même débat a eu lieu en 1981 lorsque les premières manifestations du sida sont apparues. Peu de gens voulaient alors tenir compte des dangers, préférant réclamer le droit de baiser exactement de la même façon que Sex Panic veut de nouveau légitimer. »

Sex Panic n'en est qu'à ses premières heures, reconnaît Kramer, mais sa création survient à une époque où « assez de gays ont des relations sexuelles non protégées pour faire grimper les taux d'infection du VIH, de la blennorragie et de la syphilis à des niveaux apeurants », note le dramaturge.

Aux États-Unis, le retour de comportements à risques chez certains gays est attribué à plusieurs facteurs, allant du sentiment d'invincibilité des jeunes aux succès de certains médicaments contre le VIH en passant par un dédain pur et simple du condom.

Larry Kramer croit néanmoins que la plupart des gays sont gênés, voire dégoûtés, par l'apologie de la promiscuité sexuelle d'une association comme Sex Panic, menant eux-mêmes des « vies calmes, ordonnées, souvent en couple ».

« Heureusement, a-t-il écrit dans le *New York Times*, de plus en plus de gays commencent à réaliser que le temps est venu de redéfinir ce que cela signifie d'être gay. Permettre que le sexe demeure la seule définition de l'homosexualité est perçu maintenant comme le plus grand acte d'autodestruction. Il y a une reconnaissance grandissante du fait que nous avons créé une culture qui en fait nous tue, et que si nous voulons rester en vie, l'heure est arrivée de redéfinir l'homosexualité comme une chose plus grande que ce que nous faisons avec nos organes génitaux. Mais cette redéfinition exigera rien de moins que la transformation de notre culture. »



PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

L'agent Mario Lagacé avait du mal à contenir sa joie en voyant son fils Marc hier soir à l'aéroport de Dorval lors du retour d'un contingent de 13 policiers du Québec en poste à Haïti depuis plus de sept mois. Les agents ont travaillé à mettre sur pied la police nationale d'Haïti.

La Presse

Renseignements : 285-7272
Abonnement : 285-6911
Télécopieur pour abonnement : 285-7039
Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : 285-7070
Promotion : 285-7100
Les petites annonces : 285-7111
Télécopieur : 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30
Décès, remerciements : 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Grandes annonces
Détaillants : 285-6931
National, TéléPlus : 285-7306
Carrières et professions, Nominations : 285-7320
Comptabilité
Grandes annonces : 285-6892
Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par: *La Presse, Ltée,* 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.
«Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650» Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

00507

Code du jour 50-7

Dimanche, 14 décembre 1997

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : **1-9-7**
à quatre chiffres : **3-0-2-1**
6/49: **2-16-22-23-36-45Compl.48**
avec extra: **748831**
Qc.49: **2-17-22-35-45-47Compl.28**

INSOLITE

■ Congédié il y a une semaine parce qu'il avait rappelé à l'ordre une fillette indisciplinée, le père Noël obtiendra une nouvelle chance. Allan Turner, âgé de 50 ans, avait été renvoyé par la direction du centre commercial CanWest, à Victoria, parce qu'il avait demandé à une fillette trop empressée de faire la file comme tout le monde et d'attendre son tour si elle voulait obtenir une canne en bonbon. La fillette venait de se faufiler devant tous les autres enfants pour arracher la barbe et les lunettes du père Noël. Après que le père Noël l'eut grondée, la fillette est partie en pleurant. Il aura fallu pour la consoler l'intervention de l'un des deux lutins, qui lui a remis une canne. Une semaine après l'incident, M. Turner était congédié. Mais voilà que les marchands d'un autre centre commercial, ont décidé d'en faire leur père Noël. À compter de lundi, M. Turner deviendra donc le premier père Noël de la Plaza Colwood.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Le Noël de l'automobiliste

■ **Pourquoi ne pas donner un accessoire pour automobile ou tout autre objet relié à ce secteur pour Noël ? Presque tout le monde possède une voiture. Certains accessoires donnés en guise de cadeaux risquent de faire drôlement plaisir sans pour autant défoncer votre budget. Notre chroniqueur Denis Duquet a consulté ses listes de cadeaux et vous fait part de quelques suggestions dans le cahier Auto de demain.**

QUESTION DU JOUR

La Presse Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

Êtes-vous d'accord avec le Comité de déontologie policière qui a destitué deux des policiers de la CUM impliqués dans l'affaire Barnabé?

Les inspecteurs de Santé Canada font-ils bien de traquer les dépanneurs qui vendent du tabac aux mineurs en utilisant des jeunes adolescents comme appâts?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses a été:

Oui: 64 %
Non: 36 %

Service Liaison

Le Service Liaison est rapide, GRATUIT et accessible 24 heures sur 24, 7 jours par semaine, à l'aide d'un téléphone Touch-tone™. Composez le numéro de téléphone du Service Liaison choisi, puis au son de la voix, composez le numéro de la rubrique désirée.*

* Dans la zone d'appel locale seulement

Questions du jour 285.7333
- Question du jour 1
- Question sportive du jour 2

Commentaires aux chroniqueurs 285.7343

• Claude Picher	8204	• Michel Girard	8209
• Réjean Tremblay	8205	• Alain Dubuc	8210
• Pierre Foglia	8206	• Michel Blanchard	8211
• Claude Masson	8207	• Louise Cousineau	8212
• Nathalie Petrowski	8208		

004271103

Bulletins météorologiques d'Environnement Canada 285.7353
- Région de Montréal 1
- Prévisions à long terme (Montréal) 2
- Estrie, Québec, Laurentides 3

La Presse en ligne avec vous chaque jour banna2

La Presse

Le mot du jour

reposer

■ Quand Pierre Péladeau a été foudroyé par un arrêt cardiaque, on a dit qu'il *reposait* à l'hôpital dans un état critique. Mais de se retrouver ainsi entre la vie et la mort n'a rien de reposant. Il aurait mieux valu dire que le patron de Quebecor *était hospitalisé* dans un état critique. S'il récupère suffisamment, il pourra aller *se reposer* chez lui. Si, au contraire, la mort l'emporte, on dira qu'il *repose* en paix.

Par ailleurs, M. Péladeau n'est pas *sous observation*, qui est un calque de *under observation*. Il est *en observation*.

Paul Roux

L'EXPRESS DU MATIN



Garçonnet tué d'un coup de fusil

■ Félix Martin, neuf ans, de Bellefeuille, dans la région de Lanaudière, a été tué hier matin d'un coup de fusil à l'abdomen par son cousin de 13 ans chez qui il était en visite à Mascouche. Le drame est survenu vers 11 h au sous-sol du domicile de l'oncle de la jeune victime, situé rue Robinson. L'enfant a été transporté d'urgence à l'hôpital Le Gardeur, où les médecins n'ont malheureusement pu que constater son décès. Il a été atteint à bout portant par une gerbe de plombs provenant d'un fusil de calibre 12 que tenait son cousin. La police de Mascouche et la Sûreté du Québec ont ouvert une enquête afin de déterminer les circonstances exactes du drame, mais tout indique que la décharge mortelle aurait été tirée accidentellement par l'adolescent qui voulait montrer le fonctionnement de l'arme à feu à son cousin. Une autopsie sera pratiquée lundi sur le corps de la petite victime ainsi que des expertises sur l'arme. L'identité de l'enfant n'a pas été révélée par la police, non plus que l'adresse où le drame s'est joué, afin de préserver la quiétude de la famille.

La bagarre éclate entre... policiers

■ Les policiers de Mascouche pourront dire qu'ils ont eu un party de Noël pour le moins mouvementé cette année, lorsque la bagarre a éclaté parmi les agents de la paix qui fêtaient jeudi soir dans un restaurant de Lachenaie. Trois agents de la police de Lachenaie ont même été appelés pour rétablir l'ordre parmi leurs confrères éméchés qui se tapaient encore dessus lorsque les policiers sont entrés dans le restaurant Cage aux sports où se tenait la soirée. Aucune arrestation n'a été effectuée, mais une enquête interne a été instituée. Ce n'est pas la première fois que des agents de ce corps policiers sont impliqués dans un événement disgracieux. Il y a quelques années, des pompiers et des policiers de cette ville s'étaient livrés à des actes indécents avec des danseuses dans un bar.

Échanges de coups au... Sanctuaire

■ Deux hommes ont été blessés par des coups de poing et des coups de feu ont retenti à l'intérieur du bar Le Sanctuaire, au 40 avenue des Pins Ouest, lorsqu'une bagarre a éclaté peu avant la fermeture du débit de boissons dans la nuit de vendredi à hier. Les blessés ont reçu les premiers soins et le ou les tireurs qui ont tiré dans le plafond ont réussi à prendre la fuite avant l'arrivée de la police.

Bandits masqués chez un fourreur

■ Quatre bandits masqués, dont un avait une arme de poing, ont fait irruption hier midi à la boutique Nina Gaspari, au 6048, rue Jean-Talon Est, à Saint-Léonard et fait main basse sur une trentaine de manteaux de fourrure dont la valeur est estimée à plus de 50 000 $. Les voleurs ont pris la fuite par l'arrière du commerce dans une direction inconnue.

Les contrôles d'alcool paraissent sérieux

■ Pas moins de 1500 véhicules ont été interceptés par la police dans la nuit de vendredi à samedi, lors d'une opération commune de la police de la CUM et de la Sûreté du Québec visant à contrer l'alcool au volant. L'opération policière s'est déroulée de 2 h 30 à 4 h à l'entrée du pont Jacques-Cartier. Sept des 30 automobilistes qui ont dû se soumettre à l'alcootest ont été arrêtés et seront accusés de conduite avec facultés affaiblies par l'alcool.

Nombreux accidents en région métropolitaine

■ De nombreux accidents et sorties de route ont été signalés hier sur les différents axes routiers de la grande région métropolitaine. La majorité des accidents se sont produits en début de journée, avant que les employés du ministère des Transports ne réussissent à épandre des abrasifs.

Sauf entente de dernière minute, boycott de Molson avant les fêtes

Les parties divergent sur la portée réelle d'un boycottage

ÉRIC TROTTIER

Tel qu'annoncé par *La Presse*, la semaine dernière, les employés de la Brasserie Molson-O'Keefe ont décidé hier d'enclencher une campagne panquébécoise de boycott des produits du brasseur de la rue Notre-Dame... au moment jugé opportun.

Selon toute vraisemblance, à moins d'une entente de dernière minute avec l'employeur, le mouvement sera lancé d'ici une semaine afin d'affecter les ventes de Molson durant la période des fêtes (150 millions de dollars, soit 20 % du chiffre d'affaires annuel de l'entreprise).

« Nous donnons une dernière chance à Molson de réviser sa position en lui demandant de nous rencontrer en début de semaine, a expliqué le président du syndicat des 1070 employés de Molson (Teamsters-FTQ), Hugues Pelletier. Si la compagnie ne change rien à sa proposition (sur les primes de départ offertes aux 153 employés mis à pied au mois d'août dernier), nous n'aurons d'autre choix que d'enclencher le boycott, qui sera appuyé par tous les syndicats de la FTQ. »

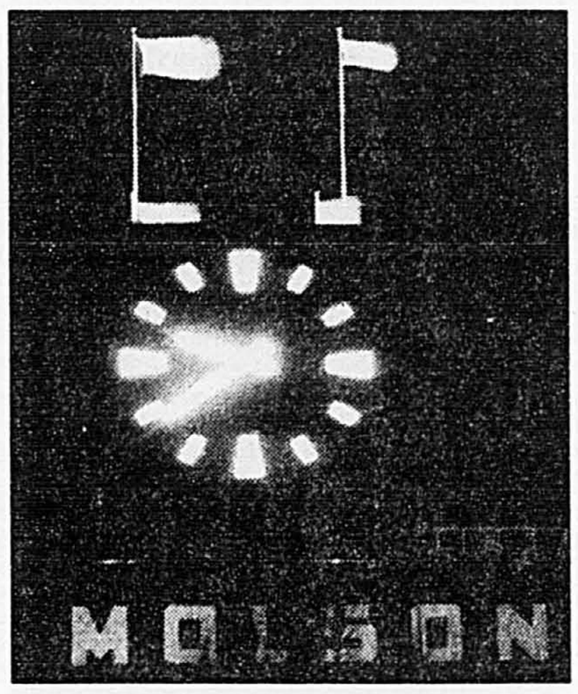
L'assemblée générale, qui réunissait plus de 600 membres du syndicat, a adopté le mandat de boycott par une très forte marge, a indiqué M. Pelletier. Aussitôt que la nouvelle a été connue, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), qui regroupe 480 000 membres, a annoncé qu'elle appuyait la démarche du syndicat des Teamsters de Molson. « Ça veut dire que près d'un demi-million de personnes au Québec, sans compter leurs amis et leur famille, pourraient boycotter les produits Molson », a dit M. Pelletier.

Le vice-président aux communications de Molson, Alban Asselin, met toutefois en garde le syndicat de passer à l'action : « En faisant cela, ils menacent les emplois de tous les employés de Molson au Québec », a-t-il déclaré hier.

Toute cette affaire fait suite à la décision de Molson, annoncée le mois dernier, d'éliminer au cours des prochains mois 425 postes permanents au Québec, en raison du transfert vers l'Ontario de 15 % de sa production montréalaise.

Les premiers employés touchés par cette restructuration sont les 153 travailleurs mis à pied en août dernier. Le syndicat exige que Molson leur verse une prime de départ de 100 000 $. Pour une raison bien simple : Molson a offert ce même montant à 175 employés qui ont profité d'un plan de départ volontaire, en 1996.

Mais du côté de Molson, on répète qu'il n'en est pas question. « Leur demande est déraisonnable, dit Alban Asselin. Nous offrons en moyenne 60 000 $ aux 153 employés mis à pied. C'est deux à trois fois plus que ce que la convention collective exige (soit une semaine de salaire par année de service, ce qui donne 15 semaines en moyenne pour les 153 employés mis à pied). Nous pourrions nous contenter de respecter la convention à la lettre, mais nous avons bonifié l'article sur les mises à pied afin de les aider... »



Il serait plutôt moins cinq, chez Molson, harcelé par le syndicat qui déplace du personnel vers Toronto.

À peine 40 000 $ par employé mis à pied séparent les deux parties. Soit un montant de six millions de dollars. Molson, qui réalise des ventes de 150 millions durant les trois semaines entourant Noël et le Jour de l'An, risque de perdre bien plus dans un boycott.

À ce sujet, la grande brasserie se fait optimiste et établit le risque de ses pertes à 2 % des ventes de Noël, soit environ trois millions de dollars.

Et si le mouvement de boycott était suivi davantage que la direction de la compagnie ne le croit ? Si, par exemple, Molson perdait 5 % de ses ventes de Noël (soit 7,5 millions) ? Ou 10 % ?

« Nous en faisons une question de principe, répond Alban Asselin. Nous offrons deux à trois fois plus que ce que la convention nous dicte de faire. C'est généreux ! Par ailleurs, il n'y a pas de conflit. Le travail se poursuit. Et je ne vais pas négocier avec le syndicat par les journaux. Alors qu'il revienne s'asseoir avec nous, qu'il soit ouvert à la discussion et qu'il laisse tomber les 100 000 $... »

Le Conseil des services essentiels convoque les autorités du CHUM et de deux syndicats

YANN PINEAU

Le Conseil des services essentiels a convoqué pour demain matin les représentants du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), du Syndicat des travailleurs de l'hôpital Notre-Dame et du Syndicat des employés de l'Hôtel-Dieu, à la demande des syndicats, qui accusent le CHUM de ne pas respecter leurs conventions collectives.

Le différend entre la direction du CHUM et les deux syndicats d'employés généraux (affiliés à la CSN) porte essentiellement sur la réorganisation du travail et le non-affichage de postes laissés vacants à la suite du programme de départs à la retraite de cet été.

Le 2 décembre, le Conseil a nommé une médiatrice et ordonné aux deux parties de participer à la médiation pour régler le conflit. En outre, il a interdit aux syndicats, qui ont obtenu un mandat de grève générale illimitée de leurs 3000 membres, d'exercer ce droit avant l'expiration des délais prévus par la loi.

« Le Conseil a ordonné de régler les problèmes et ce n'est pas fait, a déclaré hier la présidente du Syndicat des travailleurs de Notre-Dame, Jocelyne Fortier. On veut que le Conseil constate qu'il y a de la mauvaise foi du côté patronal. »

« La partie patronale veut provoquer les syndicats, se moque du Conseil des services essentiels et ridiculise son ordonnance », a ajouté François Morin, porte-parole syndical.



PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

En conférence de presse hier pour des syndicats du CHUM, François Morin, porte-parole syndical; Jocelyne Fortier, présidente du Syndicat des travailleurs de l'hôpital Notre-Dame, et Ginette Auger, présidente des travailleurs de l'Hôtel-Dieu.

Selon les syndicats, l'employeur n'a fait aucune avancée substantielle lors des quatre séances de médiation. De plus, les deux syndicats reprochent au CHUM de ne pas avoir affiché les postes vacants touchants les syndiqués CSN, alors qu'il l'a fait pour les employés affiliés à d'autres syndicats.

D'après les syndicats, 20 % des postes qui sont affectés aux soins directs à la population manquent toujours à l'appel.

Par ailleurs, le conseil d'administration du CHUM doit se réunir mardi afin de décider s'il entérine une proposition de la direction de réduire de quelques centaines le nombre de lits de l'hôpital universitaire. Les différents syndicats du CHUM protestent contre cette éventuelle réduction du nombre de lits.

L'usine désaffectée Jenkins hante encore Lachine

Trois barils de BPC et un sol contaminé par des résidus de métaux lourds

ÉRIC TROTTIER

La Ville de Lachine va se retrouver une fois de plus, cette semaine, avec le problème de l'ancienne usine Jenkins, laquelle cache trois barils de BPC et un sol contaminé par des résidus de métaux lourds.

Mais cette fois, a indiqué hier le conseiller municipal du quartier Saint-Louis, Yves Lemire, l'administration est sur le point d'adopter une solution permanente.

Les conseillers de Lachine doivent en effet se pencher demain, lors d'une réunion de travail, sur un projet de décontamination du sol de l'ancienne usine Jenkins. Si les conseillers au pouvoir décident de l'adopter, ce projet sera financé par des entreprises privées, par des subventions fédérales et provinciales et, en bout de ligne, il ne coûterait qu'un million de dollars aux Lachinois.

« Le projet ferait du site un lieu de formation pour la décontamination des sols. Nous voulons créer une fiducie qui regrouperait trois compagnies spécialisées dans le domaine de la décontamination, la Ville et peut-être aussi le ministère de l'Environnement. Grâce à des subventions des gouvernements et des entreprises privées, nous pourrons décontaminer le terrain sans que ça coûte plus de un million à la Ville », a expliqué M. Lemire.

Ce n'est pas la première fois que la Ville de Lachine se retrouve avec le problème des bâtiments et du terrain (600 000 pieds carrés) abandonnés de l'ancienne usine de robinetterie industrielle et commerciale, qui a déclaré faillite en 1992. Le syndic qui a hérité des lieux ne les a pas entretenus, ce qui fait que les bâtiments n'ont jamais cessé de se détériorer au cours des cinq dernières années, affirme M. Lemire.

À un moment, la Ville a découvert que l'endroit cachait trois barils de BPC, 14 000 tonnes de déchets toxiques, des huiles et des solvants dangereux. Et le sol est contaminé par les résidus de métaux (bronze, acier, etc).

« Au début de 1997, la Ville a nettoyé ce qui était le plus urgent et le plus rapide à décontaminer, poursuit M. Lemire. Aujourd'hui, il reste les trois barils de BPC, mais ils sont scellés et soudés comme le stipulent les règles du ministère de l'Environnement. Quant au sol, il est encore contaminé, mais des analyses démontrent que les résidus de métaux ne sont pas dangereux pour la santé publique, parce qu'il n'y a aucune émanation possible. »

— Et la nappe phréatique ?

— Nous ne savons pas vraiment si la nappe passe en dessous du site de l'usine, répond M. Lemire. Mais de toute façon, la prise d'eau de Lachine est dans le lac Saint-Louis...

Le conseiller municipal admet que la situation n'est pas rose, mais que la Ville n'a pu faire mieux jusqu'à maintenant, parce que le terrain demeurait privé et que le syndic qui a le dossier Jenkins a toujours refusé de collaborer avec les autorités.

Une situation qui pourrait changer prochainement, puisque des informations (que *La Presse* n'a pu confirmer, hier) veulent que le syndic ait récemment abandonné l'usine à la Curatelle publique. « Si c'est vrai, ça veut dire que nous allons enfin avoir les coudées franches pour sécuriser le site », dit M. Lemire, conseiller du quartier où est située l'usine.

La neige passe un sapin aux producteurs d'arbres de Noël

Il y a tellement de neige qu'on coupe un arbre et il reste debout, se plaint un producteur

DENIS POISSANT
collaboration spéciale

Les producteurs d'arbres de Noël, pris à leur propre jeu, se font passer un joyeux sapin par la neige ces jours-ci.

C'est que l'industrie du sapin cultivé, qui fait ses choux gras de cet « esprit de Noël » un peu magique titillant notre imaginaire lors d'une belle bordée de flocons, souffre en ce moment d'une trop importante accumulation de neige au sol rendant la coupe excessivement difficile.

« On a des commandes, mais on ne peut pas toutes les remplir », explique le président de l'Association des producteurs d'arbres de Noël du Québec, Fernand R. Plante, qui en cultive lui-même plus de 200 000 sur ses terres de 1000 acres à Bonsecours, dans les Cantons de l'Est.

Dans son cas, il a dû refuser deux camions de 700 arbres à destination de Manhattan. « Des pertes de 20 000 $ », laisse-t-il tomber.

Les consommateurs qui s'y prennent tard auront donc de mauvaises surprises. « À Montréal, on n'a pas pu approvisionner quelqu'un, on a dit que c'était impossible, dit le producteur. Il va bientôt y avoir une pénurie d'arbres sur le marché. » Et les prix, bien sûr, vont monter. Chanceuse, la personne qui dénichera un sapin pas trop cher la veille de Noël. Ou un sapin tout court !

« Peut-être que l'an prochain, les commandes vont arriver plus tôt, espère Fernand R. Plante. Quand ça arrive trop tard, et aux États-Unis c'est souvent le cas, on ne peut rien faire quand il y a de la neige comme ça. »

Le marché du sapin

L'industrie ne s'en porte tout de même pas si mal, au contraire. En pleine explosion, les marchés d'exportation (85 % de la production y est destinée) devraient recevoir environ 1,3 million d'arbres québécois cette saison, quelque 200 000 de plus qu'en 1996. Et c'est deux fois plus qu'il y a dix ans. Aujourd'hui, le Québec produit 1,5 million d'arbres, près de 40 % de la récolte canadienne, pour une valeur au détail de plus de 25 millions.

Mais sans cet épais tapis blanc recouvrant nos campagnes, les producteurs d'arbres de Noël, nul doute, auraient réalisé des affaires mirobolantes cette année. « C'est parce que dans les Maritimes, c'est pire encore, il a neigé des 25 et des 40 centimètres tout le temps, dit M. Plante. Les gens ne sont même plus capables d'aller dans les champs. »

Les acheteurs grossistes, principalement américains et mexicains, se sont donc tournés vers les Cantons de l'Est et la Beauce, qui produisent 90 % des sapins de la province.

« Mais c'est dur, chaque étape est deux fois plus longue », confie Alain Mongeau, conjoint de Nathalie Plante, tous deux engagés dans l'entreprise familiale de Bonsecours.



PHOTO ALAIN DION, *collaboration spéciale*

Nathalie Plante, tous les jours, coupe, transporte et emballe les sapins de Noël cultivés de l'entreprise familiale de Bonsecours, en Estrie, qui a dû refuser des commandes de 20 000 $ parce que la neige trop abondante au sol rend ces tâches très difficiles.

« Les scies gèlent et les arbres sont pesants à transporter. On les coupe et ils restent debout ! Il faut les pousser, les pousser... »

Ils en vendront tout de même 10 000. « Mais on aurait pu monter à 15 000 facilement », affirme Alain Mongeau.

Le gros de la demande provient de la côte Est américaine. « Ceux-là s'en vont à Manhattan », indique Nathalie Plante en chargeant sur un tracteur de petits arbres de quatre ou cinq pieds de haut.

Les petits arbres, moins encombrants à transporter dans une ville aussi peuplée que New York, commencent à avoir la cote au Québec. C'est d'ailleurs l'une des raisons du regain de vie de l'industrie.

« On a fait faire une étude, et on s'est rendu compte qu'on perdait du marché à cause de nos arbres trop gros, dit M. Plante. En ville, les gens veulent des arbres plus petits. Et ça nous permet aussi d'en vendre aux minorités ethniques, qui ne connaissent pas toujours cette tradition, et préfèrent s'habituer avec des petits. »

Tous les ans, les arbres sont taillés de façon à les garder menus. Et il n'y a pas que les citadins qui les aiment ainsi. Quand on en transporte des milliers dans la neige, jour après jour, ces foutus sept pieds en montant...

MIRACLE!

ODYSSEY 1998
278$*
par mois,
location 48 mois
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
TOUT ÉQUIPÉE
ou 3,8%** sur financement d'achat jusqu'à 60 mois

CR-V 4x4
ÉDITION SPÉCIALE
298$*
par mois,
location 48 mois
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
TOUT ÉQUIPÉ
ou 3,8%** sur financement d'achat jusqu'à 60 mois

RÉVOLUTIONS DU NOUVEL AN HONDA

▸ AIR CLIMATISÉ ▸ TRANSMISSION AUTOMATIQUE ▸ GROUPE ÉLECTRIQUE ▸ ET BIEN PLUS...

*Location-bail offerte exclusivement par Honda Canada Finance Inc. portant sur l'Odyssey 1998 (modèles RA384W et RA386W) ou le CR-V édition spéciale 1997 (modèle RD185V) neufs. Selon le modèle, échange ou comptant de 3 100 $ ou 2 950 $, la première mensualité et un dépôt de garantie de 325 $ ou 350 $ sont exigibles. Taxes, assurance et immatriculation en sus. Limite de 96 000 km, frais de 0,10 $ le kilomètre excédentaire. **Programme de financement de H.C.F.I. à 3,8 % offert à l'achat de tout modèle Odyssey 1997 ou 1998 ou CR-V 1997 neuf pour des termes de 24, 36, 48 ou 60 mois. Un versement initial pourrait être exigé. Offres d'une durée limitée. Sujet à l'approbation du crédit. Photos à titre indicatif. Tous les détails chez votre concessionnaire Honda.

VOS CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

CONÇUES ET CONSTRUITES SANS CONCESSION.

Casse-Noisette



Stéphane Laporte
collaboration spéciale

C'est le samedi avant Noël. J'ai 9 ans. Le Canadien joue contre Boston. Mais je m'en fous. Ce soir, c'est spécial. Je m'en vais voir *Casse-Noisette* avec Dominique, ma grande soeur de 13 ans.

Quand j'ai dit à mes petits copains que je ne regarderais pas la partie ce soir parce que j'allais au ballet, ils ont pensé que je les niaisais. Mais je ne les niaisais pas. J'aime le ballet. Parce que j'aime ma soeur. Ma soeur est ballerine. Du chignon jusqu'au bout des pieds. Depuis l'âge de 7 ans, elle suit des cours à l'école de ballet de Madame Hélèna Voronova, une ancienne danseuse étoile des Ballets de Sofia. Tous les jours. Matin et soir. Ma soeur s'installe à la barre et écoute tout ce que dit Madame Voronova. Car Madame transforme les petites filles en princesses. Elles les fait danser, sauter, virevolter. Elle les fait toucher le ciel. Tant que la musique joue. Mais lorsque la musique s'arrête, les princesses retombent sur terre. Et quand ma soeur enlève ses pointes, elle a les pieds en sang. Mais elle serre les dents. Comme dit Madame, quand on souffre, on danse mieux. Les ballerines sont des religieuses qui prient avec leurs pieds.

Déjà 19 h 30. Il faut se dépêcher. On va être en retard. On monte dans l'auto. Ma soeur a mis des fleurs dans son chignon. Elle est belle. Je suis content de sortir tout seul avec elle. Je ne la vois pas souvent. Elle est toujours dans son monde. Le soir, lorsqu'elle revient du ballet, elle s'enferme dans sa chambre. Elle écoute Chopin, Bach ou Mozart. Et elle fait ses devoirs. Parfois, je vais la déranger. Sur la pointe des pieds. Elle me montre ses livres sur les grands danseurs. Je les regarde. Attentivement. Pour être longtemps avec elle. Je suis sûrement le seul ticul de ma gang qui connaît aussi bien Rudolf Noureïev que Rogatien Vachon, Margot Fonteyn que John Ferguson !

19 h 45. Ma soeur me prend par la main et on monte ensemble le grand escalier de la Place des Arts. On doit être drôles à regarder. Dominique, même quand elle marche, on dirait qu'elle danse. Les deux pieds grands ouverts, le pas gracieux, le cou étiré. Moi quand je marche, j'ai les deux pieds par en dedans, le pas hésitant, la tête baissée. Un cygne avec un petit canard. Mais quand je tiens la main de ma soeur, j'ai l'impression d'être un cygne moi aussi. C'est la magie du pas de deux.

Pa-parapapa-pa-pa-pa-pa... *Casse-Noisette* vient de commencer. Les enfants dansent autour de l'arbre. Puis dans un écran de fumée, l'oncle Drosselmeyer apparaît. Il vient porter un cadeau à la petite Clara. Le fameux casse-noisette.

Chaque fois que la musique devient enlevante et que les danseurs font des prouesses, je regarde ma soeur avec un grand sourire. Et j'allume les lumières dans mes yeux. Pour lui montrer combien j'aime ça. Elle me sourit. Elle a l'air contente. C'est tout ce qui compte pour moi. Tripper avec ma soeur.

Si Dominique avait aimé la lutte gréco-romaine, je serais allé avec elle voir de la lutte gréco-romaine. Et je me serais arrangé pour aimer ça. Pour faire partie de son monde. Pendant quelques heures.

Fritz vient de briser le casse-noisette. Clara se met à pleurer. Mais le bon oncle Drosselmeyer le répare. Alors Clara se met à rêver. Et le casse-noisette devient un prince charmant.

C'est beau. Mais je trouve que ça manque de jokes ! Si Dominique Michel jouait la petite Clara et Olivier Guimond interprétait l'oncle, ce serait plus à mon goût. Mais je ne le dis pas à ma soeur. Je garde ça pour moi. Je ne veux pas lui faire de peine.

Durant l'entracte, je demande à Dominique pourquoi elle aime autant le ballet. Elle me répond que c'est parce la danse permet d'exprimer toutes ces choses qu'on ressent et qu'on ne parvient pas à dire avec des mots. Car plus le sentiment est grand, plus les mots pour l'exprimer paraissent petits. Et des sentiments trop grands, ma soeur en a beaucoup dans son petit coeur. C'est pour ça qu'elle danse autant.

La petite fille s'est réveillée. Le casse-noisette est redevenu en bois. La musique s'est arrêtée. Le ballet est terminé. Papa nous attend devant la Place des Arts. Dans l'auto, je me colle sur ma soeur. Elle me demande si j'ai aimé ma soirée. Je lui dis oui, que c'était fantastique. Incroyable. Merveilleux. Mais que je j'aime encore mieux le ballet quand c'est elle qui danse. Elle sourit. Je la remercie de m'avoir invité. Elle me remercie de l'avoir accompagnée. On s'embrasse.

Sitôt entrés dans la maison, je cours dans le salon regarder les nouvelles du sport. Pour savoir si le Canadien a gagné. Ma soeur entre dans sa chambre, elle met un disque de Stravinsky et referme sa porte. Je suis de retour dans mon monde. Elle est toujours dans le sien. Tout est revenu à la normale.

Samedi soir dernier. J'ai 36 ans. Je suis en train de regarder le Canadien jouer contre les Rangers. Le téléphone sonne. C'est ma soeur. Elle pleure. Madame Voronova vient de mourir. La fée qui l'avait fait entrer dans un monde de rêve et de brume est disparue. Comme dans un ballet. La musique s'est arrêtée. Pour toujours. Dominique a du chagrin. Elle vient de perdre une deuxième mère. J'essaie de trouver les mots pour lui faire ressentir combien je l'aime. Pour que mon amour fraternel la protège durant cette épreuve. Mais je ne les trouve pas.

Plus le sentiment est grand, plus les mots pour l'exprimer paraissent petits...

Il faudrait que je sache danser comme toi, petite soeur, pour que tu comprennes à quel point je t'aime. Mais je ne sais pas. Alors je t'ai écrit cette chronique...

L'auto partagée : pratique et peu coûteuse

ISABELLE LÉTOURNEAU
collaboration spéciale

Depuis deux ans, les résidants du Plateau Mont-Royal, du Mile-End et de Villeray peuvent bénéficier des services de CommunAuto, une entreprise qui met à la disposition de ses usagers un parc de voitures à partager.

Ils sont 270 abonnés qui ont choisi de ne plus avoir leur propre véhicule pour se déplacer. Ils se partagent 18 voitures disponibles dans des stationnements situés près de leur domicile. C'est un choix économique et environnemental.

Alors que les délégués au Sommet de Kyoto discutent du réchauffement de la planète, les propriétaires de CommunAuto et d'Auto-Com, son pendant à Québec, exploitent un service de partage de véhicules qui vise, entre autres, à diminuer la consommation énergétique et les gaz polluants reliés à la prolifération des automobiles privées. Des objectifs environnementaux très intéressants, selon Normand Parisien, directeur-coordonnateur de Transport 2000. « Je tiens à rappeler qu'une automobile émet en moyenne chaque année, au Canada, près de 4030 kg de bioxyde de carbone, 35 kg d'hydrocarbure et 30 kg d'oxyde d'azote, des gaz très polluants.

Selon les dirigeants de CommunAuto, la possession d'un véhicule encourage son utilisation. La voiture partagée est une solution originale pour favoriser une réduction de l'usage de l'automobile et l'utilisation accrue des services de transport en commun.

L'aventure de cette entreprise pionnière en Amérique du Nord a débuté à Québec, il y a trois ans. Benoit Robert, directeur général et président d'Auto-Com et de CommunAuto, a adapté une formule européenne à la réalité nord-américaine. Il a été témoin des succès de Stattauto, la doyenne des entreprises de partage de véhicule en Allemagne. Stattauto — qui signifie littéralement « à la place de l'auto » — a le vent dans les voiles. Après sept années d'existence, plus de 3000 membres se partagent un parc de 200 véhicules. À l'heure actuelle, des services de partage de voitures existent dans une soixantaine de villes européennes. À Québec, l'expansion de ce nouveau type d'entreprise a été relativement rapide et quelque temps après, le service s'est implanté à Montréal.



PHOTO PIERRE CÔTÉ, *La Presse*

Mme Claire Morissette au volant d'une voiture de CommunAuto.

Adieu le garagiste ?

Avec CommunAuto, finies les visites chez le garagiste, le paiement des assurances, des droits d'immatriculation et de la vignette de stationnement. Cette entreprise assume tous les frais reliés au fonctionnement du service, c'est-à-dire l'achat et le financement des véhicules, l'achat d'accessoires, les frais d'entretien, d'assurance et d'immatriculation.

Pour avoir accès au service de CommunAuto, l'abonné débourse 500 $, un montant payable une seule fois lors de la signature du contrat d'abonnement et remboursable en tout temps, sur demande. Cette somme permet à CommunAuto de financer partiellement l'achat des automobiles.

L'abonné paie également une cotisation annuelle, fixée selon le kilométrage annuel prévu. S'ajoute à cette somme le tarif au kilomètre et le tarif horaire, soit un montant maximum de 15 ou 20 $ par jour. Chaque usager possède sa clé, ce qui lui permet d'utiliser une voiture jour et nuit. Il lui suffit de réserver son automobile et le tour est joué !

René Lepage, professeur de physique au cégep Maisonneuve, utilise les automobiles de CommunAuto depuis un an. « Je suis enchanté par la formule et la mentalité des gens de cette entreprise me plaît bien. Ils mettent la voiture sur un pied d'égalité avec les autres moyens de transport et surtout, ils ne la surévaluent pas. » En fait, CommunAuto redonne à la voiture la place qu'elle aurait dû toujours avoir : un choix parmi tant d'autres.

Ce service de partage de véhicule agit en complémentarité avec les services de transport en commun. Parfois il est préférable d'utiliser une voiture, parfois non. Benoit Robert entend faire avancer le dossier de l'intégration tarifaire entre les abonnés communs de son service et des transports publics, à Québec. « Je vais déposer sous peu une proposition écrite au président de la Société de transport de la Communauté urbaine de Québec, Jean Larose, afin d'offrir aux usagers d'Auto-Com une carte mensuelle d'autobus au prix étudiant. » Cette intégration tarifaire entre ces deux services de transports consoliderait davantage leur clientèle commune, au dire de M. Robert. Il veut également conclure une entente du même type avec les compagnies de taxi. « Stattauto, à Berlin, a réussi son intégration tarifaire avec les services de transport public et les taxis. C'est ce que nous voulons, tant à Québec et ensuite à Montréal », a-t-il ajouté.

CommunAuto et Auto-Com demandent également aux élus municipaux d'étudier la possibilité de leur offrir des vignettes de stationnement universelles. « Nous voulons que les municipalités de Montréal et de Québec nous fournissent les mêmes avantages comparatifs que les résidants qui possèdent leur propre voiture », a expliqué M. Robert. « Ainsi, nos usagers pourraient se stationner dans n'importe quelle zone résidentielle de la ville », a-t-il précisé.

Le détecteur de glace pourrait faciliter la conduite en hiver

Presse Canadienne
OTTAWA

Un détecteur de glace, inventé par un chercheur allemand, pourrait bientôt rendre la conduite en hiver beaucoup plus sûre.

L'invention du docteur Thomas Huth-Fehre fait présentement l'objet de tests sur des circuits de course automobile en Allemagne, sous l'oeil intéressé de plusieurs représentants de fabricants d'automobiles.

Le détecteur de glace, qui pourrait se vendre pour aussi peu que 70 $, permet d'analyser sans interruption l'état de la chaussée, juste devant les roues, grâce aux rayons infrarouges émis par une lampe halogène placée à côté des phares. Le reflet des rayons sur la chaussée est saisi par une lentille, placée à côté de la lampe, pour être relayé par fibre optique jusqu'au détecteur qui analyse alors les données.

Si les rayons infrarouges sont absorbés ou transformés par la présence de glace ou d'eau sur la chaussée, le détecteur en avisera le conducteur.

« Le détecteur analyse l'état de la chaussée 100 fois à la seconde, ce qui fait qu'à une vitesse de 100 kilomètres à l'heure, il donnera une indication à tous les 30 centimètres », a expliqué le Dr Huth-Fehre depuis son bureau à l'Université de l'institut Munster pour la recherche sur les détecteurs chimiques et biochimiques.

« Nous obtenons ainsi des informations sur la rugosité d'une surface, ce qui nous donne une bonne idée de l'adhérence des pneus », a-t-il ajouté.

Au Canada, un tel détecteur pourrait permettre de réduire sensiblement le nombre d'accidents de la route en hiver. Selon les données de Transports Canada pour l'année 1996, 12 654 Canadiens ont été blessés en raison d'accidents survenus dans des conditions de neige, de pluie verglaçante, de grêle ou de neige fondante. Plus de 200 personnes ont aussi perdu la vie.

Les applications de cette nouvelle technologie sont illimitées, selon le Dr Huth-Fehre.

« Le détecteur pourrait être branché directement à l'odomètre, de façon à ce qu'il indique la vitesse recommandée quand il repère de la glace ou de l'eau, a-t-il dit. Il pourrait aussi être relié au régulateur automatique de vitesse ou au système de freinage, afin de permettre le ralentissement automatique du véhicule en cas de danger. »

Le Dr Huth-Fehre croit même que les données recueillies grâce au détecteur pourraient être relayées à d'autres automobilistes, par le moyen de téléphones mobiles et de l'Internet.

FINI MYOPIE ET ASTIGMATISME !

■ Vous désirez éliminer vos lunettes ou lentilles cornéennes grâce au LASER EXCIMER?

■ Assistez au SÉMINAIRE GRATUIT offert par l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, un centre affilié à l'Université de Montréal.

Le 14 décembre à 19 h

Centre Laser Excimer HMR
Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Pavillon Rosemont
5689, boul. Rosemont
Montréal (Québec)
■ (514) 252-3553

2577246

loto-québec résultats

Tirage du 97-12-13

649 : 2 16 22 23 36 45 — Numéro complémentaire : 48

Québec 49 — Tirage du 97-12-13

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	0	50 000,00 $
5/6	22	500,00 $
4/6	1 086	50,00 $
3/6	20 053	5,00 $

2 17 22 35 45 47 — Numéro complémentaire : 28

Ventes totales : 621 322,50 $
Prochain gros lot (approx.) : 1 000 000,00 $

Banco — Tirage du 97-12-13 : 3 6 28 29 31 / 33 34 37 41 43 / 46 47 48 54 55 / 58 65 67 69 70

La Quotidienne — Tirage du 97-12-13 : 3 4 / 197 3021

Extra Vendredi — Tirage du 97-12-12 : NUMÉRO : 078481

Extra Samedi — Tirage du 97-12-13 : NUMÉRO : 748831

Super 7 — Tirage du 97-12-12 : 3 16 17 20 25 33 35 — Numéro complémentaire : 46

	GAGNANTS	LOTS
7/7	0	4 000 000,00 $
6/7+	1	104 628,20 $
6/7	33	2 774,20 $
5/7	2 197	148,80 $
4/7	46 614	10,00 $
3/7+	43 086	10,00 $
3/7	394 209	partic. grat.

Ventes totales : 5 688 090,00 $
Prochain gros lot (approx.) : 5 500 000,00 $

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec.

Le modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

loto-québec résultats

Célébration 98 — 1 Cadillac Catera

Tirage du 97-12-13 : 171C822

(numéros non décomposables)

97-12-01	263B329	97-12-07	201B680
97-12-02	364C859	97-12-08	250A678
97-12-03	550A310	97-12-09	153D515
97-12-04	466B501	97-12-10	501D921
97-12-05	203C677	97-12-11	298D021
97-12-06	268D776	97-12-12	483A808

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité. 2575234

1 Cadillac Catera chaque jour du 1er au 31 décembre

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL

ÉGYPTE

Islamiste abattu

■ Le ministère égyptien de l'Intérieur a annoncé que ses forces avaient tué vendredi Mounir Mustapha Mohammed Abdul-Hafiz, 34 ans, chef présumé du groupe terroriste islamiste Djamaa al-Islamiyah, et arrêté dix membres lors d'une opération à 80 km au nord du Caire. Le Djamaa al-Islamiyah a revendiqué l'attentat de Louxor au cours duquel des terroristes armés ont tué 58 touristes et quatre Égyptiens le 17 novembre dernier. Abdul-Hafiz avait été condamné à mort par contumace pour l'assassinat en 1993 du général Mohammed Abdul-Latif al-Chimi, nº 2 de la police d'Assiout, en Haute Égypte.

d'après AP

MAURITANIE

ould Taya réélu

■ Le président mauritanien sortant Maaouya ould Sid'Ahmed Taya a été réélu avec 90,25 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle qui a eu lieu vendredi en Mauritanie. Son principal rival, Ch'Bih ould Cheikh Melainine, n'a obtenu que 6,97 % des voix, tandis que les trois autres candidats ont fait chacun moins de 1 %. Le taux de participation s'élève à 74,72 % pour cette élection boycottée par les principaux partis d'opposition qui avaient donné des consignes d'abstention. Le président occupe le pouvoir depuis 1984, obtenu à la faveur d'un coup d'État militaire.

d'après AFP

ALGÉRIE

Nouveaux assassinats

■ Huit personnes ont été assassinées par des islamistes présumés jeudi à Alger et dans un village de la région de Blida. Des riverains ont découvert à un arrêt d'autobus à Chéraga (banlieue sud-ouest d'Alger) les têtes sanguinolentes de trois jeunes gens. Dans la nuit de jeudi à vendredi, cinq personnes ont été assassinées par arme à feu dans le village de Ferroukha, au pied de l'Atlas. Il s'agit d'un boulanger, de ses trois employés et d'un de ses voisins, âgés de 24 à 28 ans. Les assaillants, une quinzaine, ont fui en entendant les tirs des élements d'autodéfense, alertés par des femmes.

d'après AFP

COLOMBIE

Enlèvements

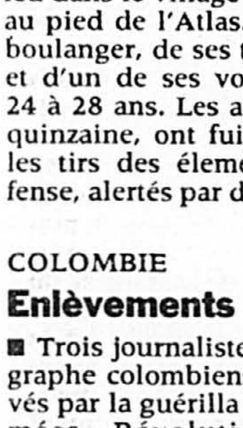
■ Trois journalistes et un photographe colombiens ont été enlevés par la guérilla des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) dans le département d'Antioqua (nord-ouest du pays). El Colombiano, pour lequel travaillent deux des journalistes enlevés, Carlos Alberto Giraldo et Jesus Abad Colorado, a indiqué que le Front des FARC lui avait fait parvenir un communiqué revendiquant l'enlèvement. Le troisième journaliste enlevé, Carlos Alberto Arredondo, et le photographe, Fredy Ocampo, travaillent pour la télévision régionale d'Antioqua.

d'après AFP

AFRIQUE DU SUD

Visite de Albright

■ Le secrétaire d'État américain Madeleine Albright est arrivée en Afrique du Sud à quelques jours de la conférence du Congrès national africain (ANC, au pouvoir) qui doit voir le début de retraite politique du président Nelson Mandela au profit du vice-président du mouvement, Thabo Mbeki. Ce dernier, qui occupe le poste de vice-président de l'Afrique du Sud, a réaffirmé devant le chef de la diplomatie américaine qu'il n'y aurait « pas de changement de politique » à la suite du changement. La controverse suscitée entre les deux pays par la visite du président Mandela en Libye en octobre dernier semble loin.



Madeleine Albright

d'après AFP

Une marche protestante ranime soudain l'agitation en Ulster

d'après AFP
LONDONDERRY

La police d'Ulster a demandé hier l'aide de l'armée, pour la première fois en six mois, pour contenir les échauffourées provoquées à Londonderry (nord de l'Ulster) par des nationalistes furieux du passage d'une marche protestante.

Des affrontements sporadiques se sont poursuivis dans la nuit, plusieurs heures après le début des affrontements. La situation avait pourtant semblé se calmer en début de soirée, après plus de cinq heures de face à face avec environ 1000 nationalistes du quartier catholique du Bogside, armés de pierres, bouteilles et cocktails Molotov, a indiqué la Royal Ulster Constabulary (RUC-police d'Ulster).

Deux personnes ont été arrêtées et trois policiers légèrement blessés.

Après une accalmie en début de soirée, des jeunes masqués ont recommencé à mettre le feu à des véhicules dans le centre de la ville, lançant des cocktails Molotov vers les forces de l'ordre. Les incidents, qui sont les pires qu'ait connus la ville depuis le cessez-le-feu de l'IRA le 20 juillet dernier, avaient éclaté en début d'après-midi après le passage de la marche protestante des Apprentice Boys, qui réunissait 3000 loyalistes et s'était déroulée sans incident notable.

Parallèlement, un défilé des catholiques du quartier du Bogside avait été prévu. Ils protestaient contre le passage des protestants le long de leur quartier.

Plus d'une centaine de policiers avaient été mobilisés pour éviter tout désordre, mais peu après la fin du passage de la marche, les manifestants se sont emparés de plusieurs bus et camionnettes avant de les incendier, face aux barrages des land-rovers de la police. Les troubles, qui ont touché divers quartiers de la ville, se sont cependant essentiellement concentrés sur le centre.

Le public, très nombreux dans les rues commerçantes à l'approche de Noël, avait rapidement déserté les lieux.

Ce regain de tension est survenu au lendemain d'une attaque visant une église catholique située dans un village à majorité protestante, à proximité de Londonderry.

Trois hommes cagoulés armés de barres de fer, soupçonnés par les enquêteurs d'être des unionistes extrémistes, avaient fait irruption vendredi soir à l'intérieur de l'église à Newbuildings, brisé des vitres et renversé une statue avant de prendre la fuite.

Les marches des protestants loyalistes (partisans du maintien de l'Ulster au sein du Royaume-Uni) commémorent des victoires historiques des protestants sur les catholiques.

Elles se répètent chaque année, avec un sommet en été, et font régulièrement l'objet d'affrontements intercommunautaires.

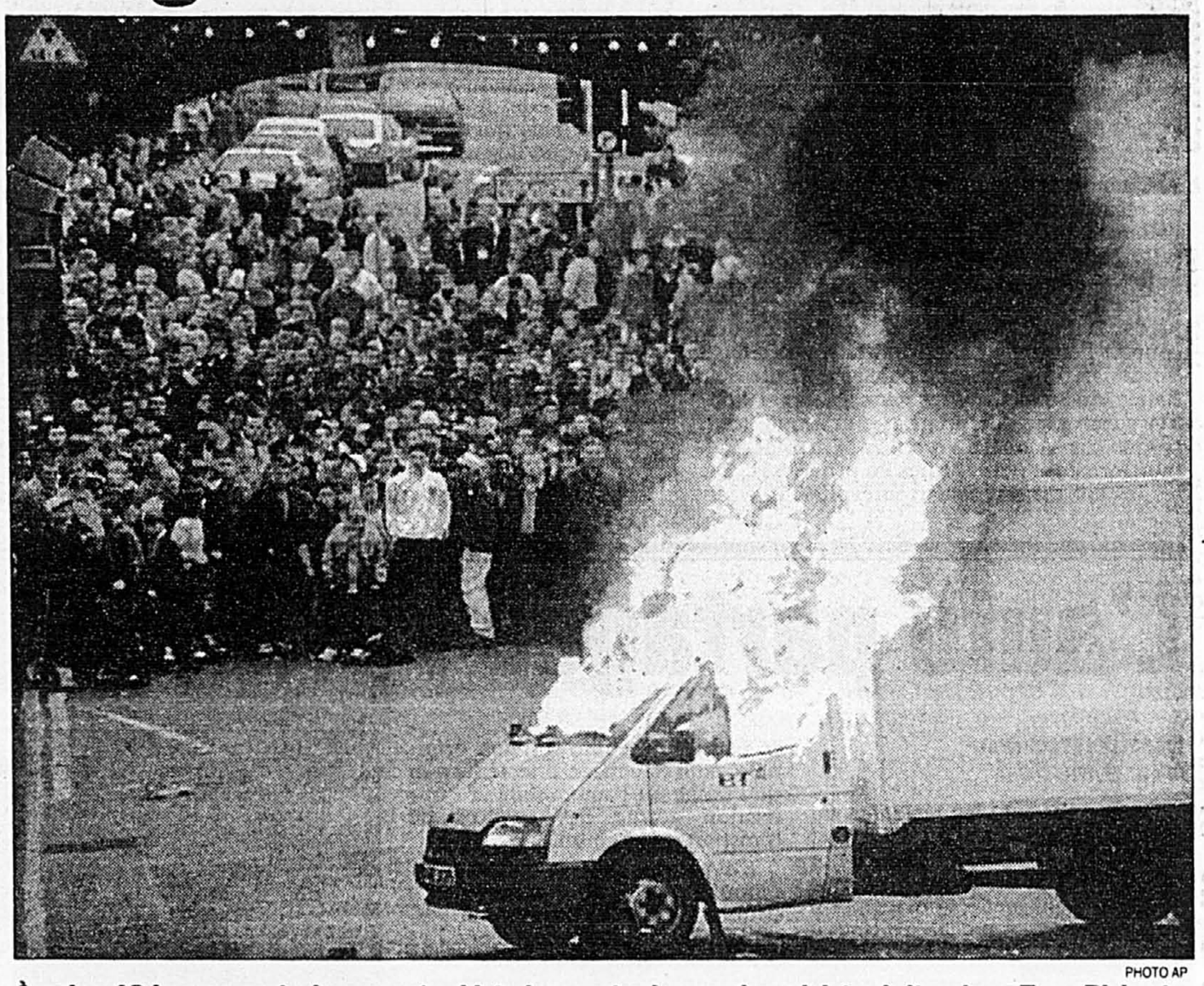


PHOTO AP

À peine 48 heures après la rencontre historique entre le premier ministre britannique Tony Blair et le leader du Sinn Fein, le parti des républicains chez les catholiques d'Irlande du Nord, des protestants ont décrété une marche dans l'espace catholique de Londonderry hier, déclenchant l'hostilité de la population, qui a érigé des barricades et allumé des incendies.

L'élargissement de l'Union européenne est lancé

Agence France-Presse
LUXEMBOURG

Le sommet de Luxembourg a lancé hier le processus d'élargissement de l'Union européenne à dix pays de l'Est et à Chypre, sans prendre de décision sur le financement de cet élargissement et en écartant la Turquie.

Le processus de négociations sera lancé le 30 mars lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des Quinze, des dix pays candidats de l'Europe centrale et orientale (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovénie, Estonie, Bulgarie, Roumanie, Lettonie, Lituanie, Slovaquie) et Chypre.

Dès avril, à une date qui reste à fixer, des négociations plus affinées seront engagées entre les Quinze avec les cinq premiers pays de la liste et Chypre, considérés comme les plus avancés sur les plans politique et économique.

« Pour un homme de ma génération, c'est véritablement la fin de la Seconde Guerre mondiale », s'est réjoui à l'issue du sommet Bronislaw Geremek, ministre polonais des Affaires étrangères, tandis que Jean-Claude Juncker, premier ministre luxembourgeois et président en exercice de l'UE, soulignait « le caractère monumental » de la décision d'élargissement.

Mais les chefs d'État et de gouvernement de l'UE ont éludé la question essentielle du financement de cet élargissement, en particulier sur le maintien du plafond de 1,27 % du PIB communautaire comme limite maximale pour les dépenses budgétaires européennes sur la période 2000-2006.

Plusieurs pays dont la France avaient souhaité que la nécessité de maintenir ce plafond figure dans les conclusions du sommet, estimant que séparer l'élargissement de son financement, c'était « avancer dans le brouillard ».

Les dirigeants européens ont en revanche décidé qu'entre 2000-2006, les dépenses de la politique agricole commune (PAC) seront maintenues à un niveau proportionnel à l'augmentation du PIB européen, ce qui permettra d'éviter des coupes sombres dans les dépenses agricoles du budget de l'UE.

La Turquie, qui avait fait acte de candidature à l'adhésion dès 1963, a été écartée du processus de négociations, mais invitée à participer, sous certaines conditions, à une Conférence européenne. L'objectif est de ne pas isoler ce pays membre de l'OTAN qui a signé un accord d'association avec l'UE en 1992.

Forum de consultation politique rassemblant les Quinze et les 11 pays candidats, la conférence européenne traitera de « questions d'intérêt général » dans les secteurs de politique étrangère, sécurité, justice et criminalité, ainsi qu'en matière économique.

Pour participer à cette conférence, qui tiendra sa première réunion à Londres au printemps, la Turquie devra accepter que ses différends territoriaux avec la Grèce en mer Égée soient réglés par la juridiction de la Cour internationale de justice.

Une condition difficilement acceptable pour Ankara, même si le vice-premier ministre turc Ismet Sezgin a estimé à Ankara que l'UE et la Turquie « ont trouvé un point d'entente » à Luxembourg.

Les Quinze demandent également à Ankara « l'alignement des normes et des pratiques en matière de droits de l'Homme sur celles en vigueur dans l'UE, du respect des minorités et de leur protection » et d'appuyer les négociations « en vue de parvenir à un règlement politique à Chypre », dont la partie nord est occupée par la Turquie depuis 1974.

La Turquie a menacé d'annexer purement et simplement la partie nord de Chypre si elle n'était pas incluse dans le processus d'élargissement de l'UE.

REPÈRE / *ASEAN*

Sommet sur fond de crise

PIERRE-ANTOINE DONNET
de l'Agence France-Presse, KUALA LUMPUR

Les chefs d'État et de gouvernement de l'Asie orientale se retrouvent à partir d'aujourd'hui pour un sommet de trois jours qui sera largement dominé par la grave crise financière qui secoue la région depuis six mois et ne donne guère de signe d'apaisement.

Outre les dirigeants des neufs pays de l'Association des pays du sud-est asiatique (ASEAN : Thaïlande, Malaisie, Singapour, Indonésie, Philippines, Brunei, Vietnam, Laos et Birmanie), ce sommet accueillera aussi le président chinois Jiang Zemin, le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto et le premier ministre sud-coréen Koh Kun.

Ce sommet célébrera le 30e anniversaire de la création de l'ASEAN, un événement qui aurait en d'autres circonstances suscité enthousiasme et confiance en l'avenir. Les événements monétaires et boursiers qui se succèdent depuis juillet en Asie ont cependant assombri ce sentiment.

Il s'agit de la première réunion au sommet pour tous ces pays depuis le début de la tempête monétaire qui souffle sur l'Asie. Le sommet du Forum de coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC) avait déjà permis un premier tour de piste au début du mois à Vancouver. Mais en Malaisie, les Asiatiques se retrouveront entre eux, sans les Occidentaux.

La tempête a commencé par la Thaïlande pour ensuite contaminer successivement la Malaisie, l'Indonésie, Hong Kong et la Corée du Sud, tandis que le Japon, la deuxième puissance économique mondiale, se débat dans ses problèmes économiques sans savoir trop comment et quand il s'en sortira.

Après la Thaïlande, l'Indonésie puis la Corée du Sud ont été contraints de demander une aide massive du Fonds monétaire international pour faire face à la dégringolade de leur monnaie et à la défiance des marchés.

Un à un, les « dragons » et les « tigres » de l'Asie qui étaient il n'y a pas longtemps les champions de la croissance ont révisé en forte baisse leurs perspectives de croissance économique, adoptant contraints et forcés des programmes d'austérité pour reconstruire leurs économies.

La Thaïlande qui était ces dernières années en tête du palmarès des pays les plus dynamiques de la région ne prévoit qu'une croissance de 0,6 % cette année et de 0 à 1 % l'an prochain.

Dirigée par le bouillant Mahathir Mohamad, le croisé des « valeurs asiatiques », la Malaisie s'attend à une croissance de 7,5 % en 1997 et 4 à 5 % l'an prochain.

Toute prévision pour la Corée du Sud est hasardeuse où une aide du FMI de 60 milliards de dollars n'a pas réussi à calmer les marchés. Les élections présidentielles la semaine prochaine ajoutent encore aux incertitudes qui planent sur la onzième économie de la planète.

Il n'y a guère que Singapour et la Chine qui donnent encore l'image d'îlots de tranquillité en Asie orientale. La petite cité-État est restée un modèle de vertu financière, à la tête de 80 milliards de dollars de réserves en devises, tandis que la Chine échappe pour le moment à la tourmente du fait en partie d'une monnaie non convertible.

Les douze dirigeants doivent dégager ensemble un accord sur les moyens pour « établir la confiance et s'aider les uns les autres à trouver la prospérité économique », a expliqué Abdul Kadir Mohamad, secrétaire général du ministère malaisien des Affaires étrangères.

Les dirigeants de l'Asie vont discuter « de la mondialisation et de son incidence sur les économies de l'ASEAN », a-t-il ajouté.

Les douze profiteront aussi de cette réunion pour préparer le prochain sommet de l'ASEM, la deuxième édition du Sommet Europe-Asie attendue en avril au Royaume-Uni. Le premier de ces sommets bi-annuels de l'ASEM a eu lieu en mars l'an dernier à Bangkok.

Monde



Louise Arbour

Paris semonce Louise Arbour

Agence France-Presse
PARIS

Paris a fermement rejeté hier soir les accusations du procureur général du Tribunal pénal international (TPI) sur l'ex-Yougoslavie, Louise Arbour, qui a dénoncé le manque de coopération de la France avec le TPI.

Dans un communiqué, le ministère français des Affaires étrangères a qualifié de « dénuée de tout fondement l'allégation » de Mme Arbour selon laquelle « la vaste majorité » des personnes inculpées par ce tribunal se trouvait dans le secteur sous contrôle français de la Bosnie (sud-est).

« Nous attendons les explications nécessaires de Mme Arbour à l'occasion des entretiens prévus avec elle à Paris le 15 décembre », indique le communiqué.

Louise Arbour doit rencontrer lundi à Paris le chef de la diplomatie française Hubert Védrine.

« La mise en cause des militaires et des autorités françaises dans cette affaire de la part du procureur est d'autant moins acceptable que l'engagement de la France au service de la paix dans cette crise a été ininterrompue et que l'armée française y a payé un lourd tribut avec 70 morts et 700 blessés », poursuit le texte.

Le communiqué rappelle auparavant que « les militaires français aujourd'hui présents en Bosnie-Herzégovine obéissent aux directives fixées conjointement par les alliés ». « Ils sont subordonnés à une hiérarchie militaire dépendant du SACEUR (ndlr : commandant en chef de l'OTAN pour l'Europe), qui est un général américain. Ils appliquent strictement les règles d'engagement établies par l'OTAN, en particulier pour l'appréhension des personnes recherchées par le Tribunal », précise-t-il.

« La zone sous commandement français, explique le communiqué, est une zone multinationale où les forces françaises assurent l'encadrement de la division OTAN déployée dans la zone sud-est de la Bosnie, aux côtés de forces notamment allemandes, italiennes et espagnoles ».

Mme Arbour a déclaré au journal *Le Monde* que « c'est dans le secteur français (en Bosnie) que se trouvent beaucoup de criminels de guerre et ils s'y sentent actuellement en sécurité absolue ».

Les deux principaux inculpés de crimes de guerre par le TPI, le général Ratko Mladic et l'ancien leader des serbes de Bosnie Radovan Karadzic, se trouvent dans la région de Pale, près de Sarajevo, secteur sous contrôle français.

« La vaste majorité des inculpés, dont les plus importants, se trouve en secteur français. Il y a des opportunités d'action considérables en secteur français, or nous devons faire face à une inertie totale. D'où la conclusion qu'il s'agit d'une politique concertée. Elle est inacceptable », a accusé Mme Arbour.

Elle avait déjà jugé vendredi soir sur TF1 l'attitude de la France vis-à-vis du TPI comme « franchement inacceptable », critiquant ainsi les déclarations du ministre français de la Défense, Alain Richard, qui avait indiqué lundi qu'aucun officier français ne témoignera autrement que par écrit au TPI chargé de juger les criminels de guerre en ex-Yougoslavie.

100 000 Basques défilent encore contre l'ETA à Saint-Sébastien

Agence France-Presse
SAINT-SÉBASTIEN, Espagne

Pratiquement sans un cri, sans un slogan, et presque sans aucune banderole, des dizaines de milliers de Basques anonymes se sont rendus maîtres hier des rues de Saint-Sébastien pour dire non au terrorisme après l'assassinat par l'ETA d'un conseiller municipal.

Le long de la baie de la Concha, des milliers de personnes ont formé un ruban humain s'étendant à perte de vue dans la nuit tombante alors qu'on entendait dans le lointain le vrombissement des hélicoptères de police survolant la ville.

L'Ertzaintza, la police autonome basque, a estimé officiellement la foule à 50 000 personnes, mais la plupart des médias espagnols n'hésitaient pas à avancer le chiffre de 100 000 manifestants.

Convoquée à peine 24 heures plus tôt par tous les partis politiques du Pays basque, à l'exception des indépendantistes radicaux proches de l'ETA, la manifestation avait le caractère de la spontanéité : aucune pancarte, aucun braillement de haut-parleur, aucun autocollant n'a perturbé la dignité de la marche silencieuse.

En tête du cortège, les dirigeants de tous les partis basques modérés, accompagnés du vice-président du gouvernement espagnol Francisco Alvarez Cascos, portaient un écriteau. « Bakea orain eta betirako », « la paix maintenant et pour toujours ».

Derrière, une dizaine de personnages aux visages douloureux brandissaient la seconde banderole du défilé, suscitant les applaudissements des passants : « Bakea behar dugu », « nous avons besoin de la paix ». Ces hommes et ces femmes sont membres du conseil municipal de Renteria, et les collègues de José Luis Caso, l'élu conservateur abattu jeudi d'une balle dans la nuque par l'ETA, dans un bar de la ville d'Irun.



PHOTO REUTER

Une mer humaine, plutôt silencieuse, a manifesté hier dans les rues de Saint-Sébastien contre la violence de l'ETA.

José Luis Caso, qui a été enterré samedi matin dans l'intimité familiale, a été le troisième élu du Parti Populaire (au pouvoir à Madrid) à tomber sous les balles de l'ETA, et la treizième victime de l'organisation séparatiste basque depuis le début de l'année.

Son assassinat a suscité une gigantesque vague d'indignation au Pays basque, à l'image de ce qui s'était produit l'été dernier lorsqu'un jeune conseiller de la ville basque d'Ermua, Miguel Angel Blanco, avait été enlevé par l'ETA et tué de deux balles dans la tête au bout de 48 heures.

Derrière les responsables politiques, parmi lesquels plusieurs ministres venus spécialement de Madrid, la foule des pacifistes a rassemblé des familles entières, bébés dans les poussettes inclus, aussi bien que des groupes de jeunes ou des personnes âgées portant le béret basque, descendues de leurs villages pour participer à la marche.

« Beaucoup de gens croient que le Pays basque, c'est l'ETA. Mais regardez bien ce qui se passe ici : la majorité des gens veulent la paix, la majorité en a assez du terrorisme ! », lance Carmen Lasarte, une mère de famille âgée d'une quarantaine d'années. « Combien de manifestations devrons-nous faire pour le prouver ? » se lamente-t-elle.

La manifestation, qui s'est achevée devant le « monument de la colombe de la paix », cadre habituel des rassemblements pacifistes à Saint-Sébastien, devait être suivie dans la soirée d'une messe de funérailles dans l'église d'Irun, en hommage au conseiller municipal assassiné.

Plus de 1000 Tutsis ont été tués à Mudende

Agence France-Presse
KIGALI, Rwanda

L'attaque de mercredi du camp de réfugiés tutsis congolais de Mudende, au nord-ouest du Rwanda, a fait plus de 1000 morts, selon plusieurs témoignages concordants recueillis hier, soit un bilan quatre fois supérieur à celui officiellement annoncé.

Selon le responsable d'une organisation des droits de l'homme basée à Kigali et qui a requis l'anonymat, plus de mille personnes auraient été tuées au cours des tueries de mercredi, attribuées aux milices hutues « Interahamwe » et aux soldats des ex-Forces armées rwandaises (FAR).

Le décompte total des corps a été rendu impossible par l'insécurité qui continue de régner dans toute la région, a ajouté cette source.

La rumeur selon laquelle environ 1000 personnes avaient été tuées s'était propagée dans Kigali depuis jeudi soir. L'Agence rwandaise d'information (ARI — indépendante) avait, la première, avancé ce bilan, qu'elle affirmait tenir d'une source administrative locale.

Selon une source rwandaise digne de foi, l'Office rwandais d'information (ORINFOR) disposait de cette information dès les premières heures de l'annonce du massacre, mais n'aurait pas osé la publier.

« Dans le climat de tension actuel, un massacre de cette ampleur peut déclencher des troubles sociaux importants », justifie cette source.

Le dernier bilan communiqué hier matin par une source anonyme du Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), était de plus de 300 morts. Vendredi, les autorités rwandaises parlaient de 271 victimes.

Vendredi soir, Kinshasa affirmait de son côté que 1643 réfugiés avaient été massacrés.

L'un des témoins du drame, qui a perdu trois membres de sa famille dans les massacres, affirme avoir assisté lui-même à l'enterrement de 841 corps. Par ailleurs, un habitant de la région de Mudende interrogé par l'AFP a affirmé que les coups de feu avaient duré pendant près de 16 heures dans les alentours du camp.

Vendredi, les derniers corps étaient enterrés dans trois fosses communes dans le camp de Mudende. De petits drapeaux blancs signalant les fosses creusées précédemment laissaient déjà présager un bilan plus élevé du carnage. Un rescapé de la tragédie estimait de son côté vendredi à entre 700 et 900 le nombre de victimes.

Les autorités rwandaises, qui ont fermement condamné le massacre, ont envoyé vendredi et hier une délégation gouvernementale sur les lieux du drame et au camp de transit de Nkamira, où les survivants se sont réfugiés.

Selon plusieurs sources, les rescapés auraient demandé aux autorités de les déplacer dans une zone plus sûre.

Selon le HCR, 205 blessés avaient été admis à l'hôpital de Gisenyi ; 14 d'entre eux seraient morts des suites de leurs blessures.

Le Comité international de la Croix-Rouge a annoncé samedi matin avoir déjà fourni des pansements, des fluides injectables et du matériel de perfusion pour aider le personnel médical à faire face à la situation. Médecins sans frontières-Belgique (MSF), Norwegian people aid (NPA) et la Croix-Rouge rwandaise ont aussi apporté leur assistance.

EVEREST
CHERBAKA
Joaillerie • Bijoutrie Depuis 1950
Bijoutier agréé des marques :
ROLEX — BREITLING
PIAGET — RAYMOND WEIL
GUCCI — TAG HEUER
MOVADO — ROBBE & BERKING
ESQ — MONT BLANC
SEIKO — SWAROVSKI
CONCORD — LALIQUE
FENDI — LLADRO
SWATCH — DUNHILL, etc.
Créations exclusives en or 18 k et en platine
8910, RUE LAJEUNESSE, MTL
Tél.: 388-5358
2560309



Villeneuve saborde le MLNQ

YANN PINEAU

L'ex-felquiste Raymond Villeneuve a annoncé hier par voie de communiqué la dissolution du Mouvement de libération nationale du Québec (MLNQ), qu'il avait fondé il y a deux ans et dont il était président. Du même coup, il a déclaré qu'il fondait une nouvelle organisation, le Mouvement pour le droit à l'autodétermination du peuple québécois (MDAPQ), dont il est aussi le président.

Cette métamorphose est survenue dans la nuit de vendredi à hier, après le dépôt d'une poursuite dans la semaine contre le MLNQ et M. Villeneuve par le chef du Parti égalité, Keith Henderson.

Ce dernier reproche essentiellement à M. Villeneuve de l'avoir menacé dans des propos tenus sur les ondes de la station de radio CKVL il y a un an. M. Henderson réclame 100 000 $ en dommages moraux et la même somme à titre de dommages exemplaires. Keith Henderson réclame aussi que la cour déclare le MLNQ association illégale et ordonne sa dissolution.

Hier, Raymond Villeneuve n'a pas caché que le sabordage du MLNQ était une réponse à la poursuite de M. Henderson : « Nous nous adaptons au terrain sur lequel nos adversaires nous entraînent », a-t-il déclaré.

Il entend ainsi multiplier les démarches juridiques au cours des prochains mois, notamment pour défendre le droit des Québécois à l'autodétermination chaque fois que le besoin s'en fera sentir. M. Villeneuve va toutefois devoir avant tout étudier la poursuite dont il fait l'objet : « Pour commencer, a-t-il dit, on va faire traduire les documents de la poursuite en français. »

Pour ce qui est du nouveau mouvement, le MDAPQ, il se veut « voué exclusivement à la lutte juridico-politique que mène le peuple québécois pour se constituer en État-nation », peut-on lire dans le communiqué transmis hier.

Dans le même document, on lit une profession de foi pacifiste qui dit ne tolérer ni la violence ni la menace de violence et affirme vouloir encourager la doctrine de la non violence à la Gandhi ou à la Martin Luther King. « Nous étions déjà pacifiques et nous respections déjà la démocratie au sein du MLNQ, a dit M. Villeneuve. Ça sera encore plus clair. »

Selon lui, la liste des quelque 200 membres du MLNQ a été détruite et ces derniers comme d'autres personnes sont invités à adhérer au MDAPQ. Le bulletin du MLNQ, *La Tempête*, a aussi été sabordé. L'organe du MDAPQ porte déjà un nom, ce sera *La Réplique*.

« Pour être charitable, surtout à la veille de Noël, il faut donner une chance à M. Villeneuve, a déclaré hier Keith Henderson. Peut-être qu'il a vraiment vu la lumière, c'est la bonne saison pour ça. Mais il faut être réaliste, sa tradition à lui c'est celle de Che Guevara. Nous voulons que les tribunaux lui disent qu'il ne peut pas continuer dans la voie de la violence. »

La dernière fois que les chemins de Villeneuve et Henderson se sont croisés, le 25 novembre, devant l'hôtel de ville de Verdun, les ultranationalistes de l'un et les partitionnistes de l'autre se sont invectivés, parfois même frappés.

Affichage : Grey va plaider l'absurdité

YANN PINEAU

L'avocat montréalais Julius Grey va contester devant les tribunaux, dans les prochaines semaines, certains règlements sur l'affichage en plaidant qu'ils sont absurdes.

Me Grey entend en particulier plaider que l'emploi d'inspecteurs pour s'assurer que les inscriptions en français sur une affiche sont deux fois plus grandes que les inscriptions en anglais est complètement absurde.

Cette contestation de l'application des lois sur l'affichage se fait au nom d'un déneigeur et paysagiste de Pointe-Claire, Landcare Independent. Cette compagnie a reçu plusieurs avertissements de la Commission de protection de la langue française lui indiquant que les inscriptions apparaissant dans ses locaux et sur ses véhicules contrevenaient aux lois.

En vertu de la loi, le français doit avoir une nette prédominance sur les autres langues dans l'affichage commercial. Actuellement, la règle veut que les inscriptions soit deux fois plus importantes en français que dans une autre langue.

« Nous acceptons tout à fait le principe de la prédominance, expliquait hier Me Grey. Nous contestons seulement les règlements par lesquels la loi est appliquée et l'excès de zèle de certains fonctionnaires. »

Pour l'avocat, il serait absurde que la seule façon de vérifier la prédominance du français soit de mesurer des lettres sur une affiche. Pour lui, l'appréciation de la prédominance du français devrait relever d'un juge qui se prononcerait sur les cas litigieux qui lui seraient présentés.

« La législation linguistique a un effet bénéfique, dit Me Grey. Et une des façons de montrer que la loi est bénéfique, c'est de pouvoir en contester l'application. »

Qui sera maire de Saint-Lin aujourd'hui ?

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Les contribuables de Saint-Lin vont se choisir un nouveau maire aujourd'hui. Ils devront faire le choix entre un homme qui a dirigé la municipalité pendant 26 ans et deux autres candidats qui soutiennent chacun savoir quoi faire pour redonner un regain de vie à ce village de 9336 habitants de la région de Lanaudière.

Ces élections sont devenues nécessaires après la démission d'André Rousseau, élu maire en 1995 par une majorité de 468 voix (1750 à 1282) sur M. Auger, sujet d'une enquête de la Commission municipale du Québec. À ce scrutin, 62 % des personnes ayant le droit de vote avaient exercé leur droit.

Dans son programme, M. Auger, 68 ans, invite la population à voter pour lui si elle veut ne pas s'endetter et être surtaxée et pour dire oui à l'expérience et non à la fusion.

S'il est reporté au pouvoir, M. Auger affirme qu'il va rétablir la remise de 500 $ aux familles qui auront un troisième enfant. Absent de la mairie depuis deux ans, il veut aussi redonner confiance aux investisseurs.

De son côté, Philippe Fabel, qui a déjà été conseiller municipal dans l'équipe Auger, affirme que s'il est élu, il fera adopter « une charte anticorruption par le conseil municipal ». Il prône aussi le retour de l'harmonie à l'hôtel de ville. Depuis des années, c'est une continuelle guerre à la table du conseil à cause des importantes divisions chez les élus.

Imprimeur, M. Fabel, 39 ans, a expliqué qu'il fallait relancer l'économie de Saint-Lin. « Actuellement, le développement arrête à La Plaine, il faut qu'il se poursuive chez nous, nous avons l'espace nécessaire pour recevoir passablement de nouvelles constructions », a-t-il précisé.

Le slogan de M. Fabel est : « Une équipe nette, un programme avec des bénéfices nets. Fabel, c'est net. »

Quant à Robert Bouchard, fonctionnaire à la Ville de Montréal, il invite les contribuables à voter pour lui pour un mieux-être.

« Mon expérience de la vie municipale me servira grandement à tenir un rôle de premier plan dans la gestion de notre municipalité », soutient-il.

M. Bouchard, 47 ans, a été élu conseiller municipal en 1995 et a démissionné de son poste pour se porter candidat à la mairie.

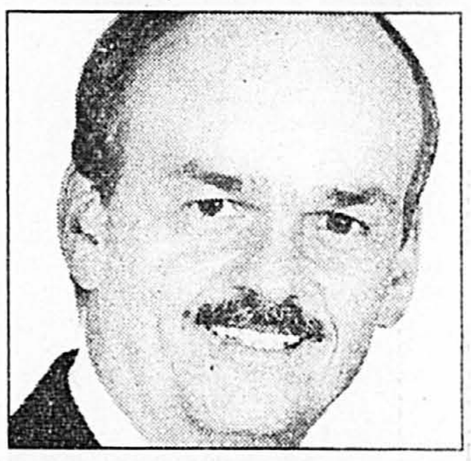
Les trois candidats à la mairie sont d'accord sur un point : il faut donner la priorité au bien- être des familles qui habitent à Saint-Lin ou qui veulent venir s'y établir.

En plus de se choisir un maire, les électeurs de Saint-Lin devront élire deux conseillers.

MM. Auger et Fabel se présentent avec chacun avec une équipe, tandis que M. Bouchard fait campagne à titre d'indépendant, mais appuyé de deux hommes qui visent un poste de conseiller.

Le président du scrutin, Sylvain Martel, secrétaire-trésorier adjoint de la municipalité, a souligné que la liste électorale comprenait 6358 électeurs, un peu moins qu'en 1995. « Cette baisse, mentionne-t-il, s'explique par le fait que c'est la liste permanente, celle qui a été utilisée lors du dernier référendum, qui est utilisée. Il n'y a donc pas eu de recensement municipal et plusieurs personnes ne se sont pas occupées de vérifier si leur nom apparaissait sur la liste. »

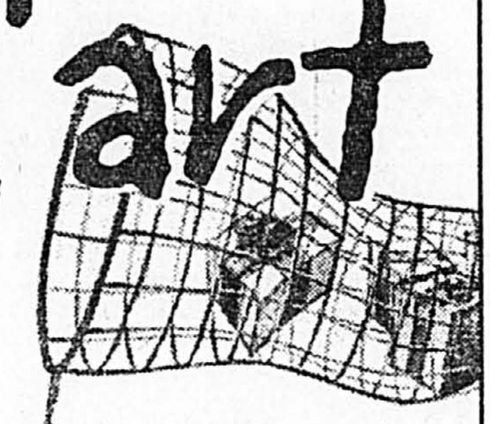






Les trois candidats, de haut en bas : André Auger, Robert Bouchard et Philippe Fabel.

La chasse aux métiers d'art



Salon des métiers d'art
Place Bonaventure
Jusqu'au 21 décembre
du lundi au samedi, de 11 h à 22 h
le dimanche, de 11 h à 18 h
Renseignements : 397-8866

Plein de nouveautés, de qualité et de variété!
Des cadeaux originaux que vous ne trouverez nulle part ailleurs. Des oeuvres signées, qui proviennent directement des ateliers des 353 artisans.

Profitez également du service d'emballage de cadeaux!

ENTRÉE GRATUITE



À VOIR

Venez aussi visiter l'exposition
Les costumes du Cirque du Soleil
et du Musée McCord.

Participez au concours La chasse aux cadeaux!

Découpez et déposez ce coupon dans la boîte prévue à cet effet à l'entrée du Salon des métiers d'art jusqu'au 21 décembre et courez la chance de gagner un des 200 cadeaux surprise!

1er prix : un week-end pour deux personnes à New York pour assister au spectacle Quidam du Cirque du Soleil.

Règlement du concours disponible au Salon des métiers d'art. La valeur totale des prix est de 10 000 $. Les fac-similés sont acceptés.

Nom _____ Adresse _____
App. _____ Ville _____ Prov. _____
Code postal _____ Téléphone (___) _____

SODEC Société de développement des entreprises culturelles Québec
CIRQUE DU SOLEIL
MUSÉE MCCORD
Radio-Canada
La Presse
Canada
Une présentation du Conseil des métiers d'art du Québec
2579377

JONC À DIAMANTS
50 points de diamants
389$



PLUS DE 100 MODÈLES DE JONC ANNIVERSAIRE À DIAMANTS à partir de 149$

HEURES D'OUVERTURE
Lundi au vendredi 10h à 21h / Samedi 10h à 17h
Dimanche 12h à 17h

BIJOUTERIE le roy
2581216
Une seule adresse: 7139, rue Saint-Hubert (coin Jean-Talon) Montréal 277-3127

LE JOURNAL DU siècle



SAMEDI 18 h 30
REDIFFUSION DIMANCHE 11 h 30

Patricia Hearst

Si vous êtes familiers de certains types de magazines, vous connaissez tous les lieux communs à propos des riches héritières. Vous enviez ces jeunes femmes, et en même temps, vous ne voudriez pas être à leur place. Pourquoi? Parce qu'elles sont souvent malheureuses; elles boivent trop, elles consomment de la drogue, elles ont des histoires d'amour qui se terminent mal... Et parfois, elles finissent par s'enlever la vie... ou mourir dans des accidents d'automobile.

Au Journal du siècle, nous vous racontons une histoire de riche héritière qui échappe à tous ces lieux communs. Le 12 avril 1976 Patricia Hearst, fille d'un des plus grands magnats de la presse aux États-Unis, était condamnée à 35 ans de prison. Pour avoir assassiné son amant? Non: pour sa participation aux activités terroristes d'un groupe appelée l'Armée de libération symbionèse.

Pour nous parler de cette histoire incroyable, je reçois Pierre Pouillon, journaliste à La Voix de l'Amérique.

Les Jeux de Montréal

Le métro. L'Exposition universelle de 1967. Les Expos. Pendant quinze ans, le maire Jean Drapeau a accumulé les projets fous, auxquels personne d'autre que lui ne croyait. Et il a réussi à les mener à terme, tous, ou presque tous.

Le dernier de ces grands projets, c'étaient bien sûr les Jeux olympiques de 1976. Ils ont représenté pour le Québec le sommet d'une courbe, la conclusion d'une époque de grands espoirs. Après les Jeux olympiques, nous sommes redescendus sur le plancher des vaches. Entre autres, parce qu'il fallait les payer, ces Jeux!

Pour parler des Jeux de 1976, je reçois au Journal du siècle un de mes vieux camarades, qui a couvert les jeux pour Radio-Canada: Richard Garneau.

Pierre Nadeau

RDI
La Presse

Pour *Noël*, donnez la vie



La collecte de sang du Marathon de la Vie

lundi à la Place Bonaventure

dès 7 h le matin jusqu'à 19 h,
diffusion de toutes les émissions en direct dès 5 h 30.

TOUS SUR LA MÊME LONGUEUR D'ONDES!

ckmf 943 énergie

CITÉ ROCK détente 107,3 FM
www.rock-detente.com

CKAC 730
RADIO MÉDIA

C'est plus facile de taxer que de voler un dépanneur

Aujourd'hui repenti, Pancho raconte son passé

Voici la deuxième tranche de notre série sur le taxage.



Marie-Claude Malboeuf

« Taxer, c'est encore plus facile que de voler une tablette de chocolat dans un dépanneur. Tu cours bien moins de risques de te faire prendre parce qu'il n'y a pas d'agents en civil autour ni de caméras... »

Pancho, un solide gaillard à la barbe en croissant de lune, claironne candidement ce que bien des jeunes pensent tout bas. Et le jeune homme de 21 ans parle d'expérience. Car pendant quelques mois, vers l'âge de 15 ans, il a taxé ses semblables au hasard des rues d'Outremont et des stations de métro avoisinantes. Des plus grands, des plus vieux, des plus forts. Sans jamais rencontrer trop de résistance.

Aujourd'hui repenti, Pancho collait jadis au profil du taxeur type : un garçon ayant entre 13 et 17 ans et ayant lui même goûté à une ou deux attaques. « Les filles taxent aussi. Elles peuvent même aller très loin en griffant et en blessant leurs victimes, précise le sergent Pierre Marotte, analyste au Service des renseignements du SPCUM. Mais elles gravitent souvent autour de gangs de gars. »

Quant à Pancho, il avait sa clique, mais n'obéissait pas à un chef. « J'ai taxé avec mes amis, un peu au hasard, raconte-t-il. Ce n'est pas comme si on projetait de le faire. Souvent, on avait bu et on avait seulement envie de niaiser le monde. C'était juste un petit jeu de pouvoir. »

Résultat : Pancho s'est rempli les poches d'argent, de bijoux, de cartes d'autobus et de briquets Zippo. Mais il a aussi beaucoup alimenté les dépotoirs... « Je jetais les trois quarts de ce que je volais, assure-t-il. Un jour, j'ai piqué une casquette à quelqu'un, juste pour voir ce qui allait se produire. Je l'ai lancée deux coins de rue plus loin. »

Malheureusement pour les victimes, cette attitude est assez courante. « Notre pire cas était celui d'un jeune handicapé, rapporte ainsi M. Marotte. On lui avait volé ses souliers de course : des souliers très chers, faits spécialement pour lui et que personne d'autre ne pouvait porter... Ce qui prouve que le but du jeu, c'est souvent de démontrer sa puissance. »



« Certains font tout pour projeter l'image du *tough*, confirme Pancho. Ils passent alors à l'attaque en plein métro : ça les stimule quand il y a plein de gens autour. »

« Le taxage fonctionne sur la réputation du gang, explique encore M. Marotte. Si ses membres donnent une raclée à quelqu'un devant le plus de monde possible, ils n'auront pas à travailler aussi fort pour obtenir ce qu'ils veulent de leurs futures victimes. »

De petites PME

D'autres jeunes se lancent toutefois « en affaires ». Ceux-là ciblent les beaux vêtements, traînent dans les quartiers riches et parviennent à extorquer leurs camarades semaine après semaine.

« Le taxage, c'est souvent un problème de consommation, analyse l'agent Luc Demers, du Service de la prévention et des relations communautaires du SPCUM. La publicité s'adresse beaucoup aux jeunes. On leur dit que pour être bon en sport, il faut porter des Nike. Que pour être beau, il faut avoir un manteau Tommy Hilfiger. Si les parents ne sont pas capables de le leur donner, ils vont donc essayer de se le procurer eux-mêmes. »

Mais le stratagème n'est pas très lucratif. « J'aurais pu rendre ça rentable, mais j'ai arrêté parce que je trouvais ça niaiseux. Le taxage, c'est seulement la porte d'entrée du crime », confie Pancho, qui s'est lancé un jour dans la vente de drogue... jusqu'à ce qu'il se fasse pincer en dévalisant une maison.

« Le taxage est devenu secondaire, dit M. Marotte. C'est souvent un simple rite de passage, même si ce n'est pas dit officiellement. Les jeunes s'en servent pour démontrer leur potentiel de violence. »

Il ne faut donc pas l'oublier, s'ils ne sont pas synonymes, taxage et gang de rue vont souvent de pair. Une association qui rend toute résistance plutôt dangereuse. « Je crois qu'une victime qui resterait ferme, mais qui n'insulterait pas celui qui l'attaque, aurait des chances de s'en sauver, évalue Pancho. Mais ça dépend aussi de ce que cherche celui qui la taxe. Si c'est seulement pour le *trip*, il risque de laisser l'autre tranquille. Mais s'il convoite vraiment quelque chose ou qu'il veut prouver aux autres de quoi il est capable, rien ne va l'arrêter. »

Rien ne va l'arrêter... Des paroles qui font peur, mais qu'on ne doit pas nécessairement prendre au pied de la lettre. Dans la plupart des cas, la maladie du taxage a en effet un remède : le temps. « Les études américaines montrent qu'après le collège, 95 % des jeunes sont rentrés dans le droit chemin, affirme l'agent Demers. Seul le noyau dur, l'autre cinq pour cent, va continuer dans la même voie. »

Pour la plupart des jeunes, l'extorsion n'aura donc été qu'une étape *heavy* de la crise d'adolescence. Et c'est justement le cas de Pancho. « Le jeune qui s'est fait poignarder au métro Villa-Maria en 1995, c'est moi, confie-t-il. Disons que, quand tu vis des choses du genre, ça te fait réfléchir. »



PHOTO RÉMI LEMÉE, *La Presse*

Le taxage survient très souvent alentour des stations de métro et des arrêts d'autobus. À l'école Henri-Bourassa, un ancien boxeur haïtien, embauché comme gardien, supervise donc les jeunes jusqu'au coin de la rue. Dans la cafétéria, c'est une ceinture noire de judo qui incite les élèves au calme !

DEMAIN : Un phénomène répandu dans toutes les communautés culturelles.

C'est comme les coquerelles

« Les taxeurs, c'est comme les coquerelles : on en trouve un et, si on n'y prend pas garde, on en retrouve mille ! »

Le policier qui s'exprime de façon aussi colorée compare aussi le phénomène du taxage à une maladie contagieuse. Car les jeunes victimes de vol ou d'extorsion se retrouvent souvent piquées du même mal que leur agresseur. Et les taxés deviennent taxeurs.

« Les adolescents qui ont été attaqués ont tendance à vouloir se regrouper pour éviter les nouvelles attaques, explique l'agent Luc Demers, du Service de prévention et de relations communautaires du Service de police de la CUM. Mais quand ils se sentent assez puissants, ils passent au mode offensif. Ils se mettent dans la tête de récupérer ce qu'ils ont perdu ou, tout simplement, de se venger. »

Le phénomène est trop récent (et encore trop tabou) pour qu'on fournisse des statistiques précises. Mais les enquêteurs l'observent jour après jour. « À chaque arrestation, il y a toujours au moins un des membres du gang qui a été taxé », assure l'agent Sonia Saint-Pierre, de la police de Montréal-Nord, où on a rapporté 36 taxages entre janvier et la fin de novembre.

Or, lorsque les jeunes optent pour la contre-attaque, les choses se corsent. Eux-mêmes intimidés par de simples menaces, ils vont souvent répliquer en s'armant, pour s'assurer d'être les plus forts.

« Tous les ans, on retrouve au moins un ou deux enfants du primaire avec un couteau de cuisine », confie ainsi l'agent Saint-Pierre.

Et ce réflexe a parfois des conséquences désastreuses. Ainsi, en décembre 1994, un garçon de 17 ans, Kastar Innocent, est mort poignardé lors d'une bataille. Tourmenté par un gang, il avait formé le sien pour répliquer... et les choses ont vite dégénéré. « Parce qu'il a osé résister, on a voulu le faire payer », croit Pierre Marotte, analyste au Service des renseignements criminels du SPCUM.

Pour éviter que le scénario ne se répète et dissuader les victimes de régler elles-mêmes leurs comptes, les policiers s'attaquent maintenant aux écoles primaires. Et leur visite ne semble pas trop hâtive. Dans les classes de sixième année de Montréal-Nord, des dizaines de petites mains se tendent. Les enfants savent tous ce qu'est le taxage. Est-ce l'oeuvre des films et de la télé ? Pas seulement, semble-t-il. Car à en croire les sondages, 80 % des jeunes ont eux-mêmes été taxés, ont vu un taxeur à l'oeuvre ou connaissent quelqu'un qui est passé par là.

« Si quelqu'un t'attaque, ne va pas voir tes amis. Ne va pas voir ton grand frère. Dis-le d'abord à l'école, à tes parents ou téléphone-moi au bureau », prend donc soin de conseiller l'agent Saint-Pierre, que les écoliers saluent pratiquement avec des cris de joie.

« Aux yeux des adolescents, taxer est devenu un rite de passage, explique l'agent Demers. Ils ne voient pas cela comme un crime et pensent que ça ne vaut même la peine d'en parler aux adultes. Dans leur tête, avec un peu de chance, toutes ces histoires seront finies après le secondaire. »



PHOTO PIERRE CÔTÉ, *La Presse*

Les jeunes taxés ont souvent le réflexe de se regrouper pour régler eux-mêmes leurs comptes. Sonia Saint-Pierre, policière jeunesse à Montréal-Nord, fait donc la tournée des classes de sixième année de son secteur pour leur suggérer une meilleure façon de se défendre.

Les réactions chez la victime

Pendant le crime

- Fortes réactions: *(épouvante, paralysie, palpitations, hystérie, tremblements)*
- Peur de mourir
- Sentiment de captivité et d'impuissance
- Impression de vivre un cauchemar
- Impression que l'agresseur lui en veut personnellement

Immédiatement après

- Désorientation
- Impression de ne rien ressentir
- Refus de croire ce qui est arrivé
- Sentiment de solitude et d'impuissance
- État de choc

Les jours suivants

- Questionnement sur son état
- Espoir de retour à la normale
- Crise intense: *(réactions physiques et émotives, insomnie, baisse d'appétit et d'énergie, nervosité, maux de tête)*
- Ambivalence émotive
- Brusques changements d'humeur
- Problème de concentration et de sommeil

Les mois après

- Agressivité
- Haine
- Impressions ponctuelles de revivre le crime
- Peur persistante de sortir ou d'être seul
- Fin de la période dépressive aiguë
- Modification de la perception de la vie
- Moins grande difficulté à vivre

Source: *Guide d'intervention auprès des victimes d'actes criminels.* Association Québec plaidoyer-victimes.

Infographie *La Presse*

Qui sont les jeunes taxeurs ?

— Il s'agit surtout de garçons de 13 à 17 ans
— Ils ont eux-mêmes été taxés avant de s'en prendre aux autres
— Ils viennent de familles éclatées
— Ils vivent dans un milieu désorganisé et pauvre (comme certains secteurs de Pointe-Claire, Lachine, Côte-des-Neiges, Parc-Extension, Rosemont et Montréal-Nord)
— Ils ne se sentent pas très motivés à l'école
— Ils consomment alcool et drogue en quantité
— Ils appartiennent à un gang ou à une clique
— Ils voient la vie en noir et se sentent seuls

D'autres «symptômes», s'ils sont présents en grand nombre, devraient aussi alerter les parents :

— Leur enfant n'a pas de véritable emploi du temps
— Il a plus d'argent qu'il n'en gagne officiellement, se plaint d'en manquer ou revient avec des biens qu'il est incapable de se payer
— Des objets disparaissent dans la maison
— Il est victime d'agression verbale ou physique
— Il s'absente de l'école ou s'y comporte mal
— Il porte une arme ou possède des objets associés à la drogue
— Il a des amis qui ont au moins deux ans de plus que lui ou qui exercent une mauvaise influence sur lui
— Il porte des accessoires ou utilise un jargon pour marquer son appartenance à un groupe
— Il a fait une fugue

Sources: Plan stratégique, Jeunesse et gangs de rue et livret *Connais-tu ma gang?*, préparés pour le SPCUM par l'Institut universitaire dans le domaine de la violence chez les jeunes des Centres jeunesse de Montréal.

Les défis spatiaux : l'heure est à la coopération étroite

Agence France-Presse
PARIS

L'espace, à la veille de l'an 2000, reprend du « poil de la bête » avec des projets qui, à la différence des 40 dernières années, ne procèdent plus de la quête du prestige ni d'intentions belliqueuses masquées.

L'heure est à la coopération la plus large. Restrictions budgétaires obligent.

Terminées les grandes aventures du type Apollo, lorsque des Américains en juillet 1969 ont pour la première fois marché puis roulé en « jeep » sur la Lune. Rien n'a depuis été plus spectaculaire. Pour le moment, il n'est pas question d'installer de bases habitées sur Mars, mais d'y envoyer de petits robots, comme *Sojourner*, « la passion de l'été ».

L'occupation de la banlieue terrestre va continuer avec la construction à la fin juin 1998 de la Station spatiale internationale (*ISS*), pour remplacer *Mir*, la Russe, en bout de course.

Autre grande tendance du renouveau spatial : l'écologie étant au centre des préoccupations, l'observation et l'étude de la terre pour mieux la gérer, de l'océan et de la météorologie et du climat, à l'aide des satellites, sont sur une courbe ascendante.

Sans parler de l'espace « utile », celui qui rapporte des milliards de dollars, avec les télécommunications, Internet, les autoroutes de l'information, les téléphones portables.

Dans le domaine des fusées, elles vont, comme *Ariane-5*, le nouveau lanceur lourd européen, devenir plus puissantes, plus souples d'utilisation, capables d'emporter d'abord autour de six tonnes jusqu'à 36 000 km d'altitude où se trouvent les gros satellites de télécoms, puis dix ou douze tonnes, vers 2007 et lancer, en grappe, ceux plus petits.

Les fusées serviront aussi à amener 18 tonnes de matériel à chaque vol vers l'*ISS* voire à lancer les futurs robots martiens.

Il n'y a pas de meilleur exemple de la volonté internationale de coopération spatiale au niveau politique que l'*ISS*. Issue, après la chute du mur de Berlin, de deux projets, l'un occidental, l'autre russe, datant de la guerre froide, cette station doit prendre la place de *Mir* qui, si elle survit jusqu'en 1999, aura passé treize ans en orbite.

Deux fois grande comme *Mir*, ayant un volume intérieur équivalent à celui de deux 747, tournant en 90 minutes autour de la terre à environ 400 km d'altitude, l'*ISS* (ou *Alpha*) va être construite selon des plans dressés par les agences américaine, russe, européenne, canadienne et japonaise et sera occupée par des équipages mixtes comprenant jusqu'à sept astronautes à la fois.

Devant coûter 14 milliards de dollars, sa construction, de 1998 à 2003, à l'aide de 47 vols de navettes américaines et de fusées russes *Proton*, équivaudra au prix de 260 chasseurs Rafale.

Si, sur *Mir*, les Russes étaient les « patrons », les commandants de l'*ISS* seront russe ou américain, alternativement. Les négociations ont été dures à ce sujet. Certes, les Américains paient le premier module de l'*ISS*, mais, il est russe de conception et de fabrication et lancé par une *Proton*. Sans lui, la station n'aurait pas été prête si vite et aurait coûté beaucoup plus cher. Enfin, grâce à ses nombreuses pannes, *Mir* aura servi de banc d'essai technique pour sa remplaçante et de lieu d'entraînement à ceux qui s'y succèderont pendant dix à quinze ans.



PHOTO PIERRE MCCANN, *La Presse*

Dave Williams a pratiqué comme urgentologue à Montréal avant d'être sélectionné comme astronaute canadien en 1992.

Plus que quatre mois avant la mission spatiale de Williams

OLIVIER-LOUIS ROBERT
collaboration spéciale

De la grande visite au Collège de l'ouest de l'Île (West Island College), à Dollard-des-Ormeaux. Avant d'aborder l'étape la plus intense de son entraînement pour sa première mission spatiale, le docteur Dave Williams est venu en expliquer les détails à quelque 400 élèves du Collège, une institution bilingue qui possède aussi un campus à Calgary, en Alberta. « C'est comme un retour à la maison pour moi », déclare le sympathique astronaute qui, dans sa jeunesse, est allé à l'école secondaire de Beaconsfield, pas très loin de là.

Le Dr Williams est un spécialiste en médecine d'urgences. Il a d'ailleurs pratiqué comme urgentologue à Toronto et à Montréal avant d'être sélectionné comme astronaute canadien en 1992. Il participera à Neurolab, une mission de 16 jours qui étudiera les effets de la microgravité sur la neurophysiologie et les performances de l'être humain. La mission Neurolab, immatriculée STS-90, comprendra sept membres d'équipage et sera lancée, si tout se déroule comme prévu, le 2 avril prochain, à bord de la navette *Columbia*.

Les 26 expériences conçues par une équipe de chercheurs provenant de l'Agence spatiale canadienne, de la NASA, des National Institutes of Health, de l'Agence spatiale européenne (ESA), de l'Agence spatiale française (CNES), de l'Agence spatiale allemande (DLR) ainsi que de l'Agence spatiale japonaise (NASDA), se dérouleront dans le laboratoire Spacelab, un module cylindrique logé dans la soute de la navette.

Mission idéale

Le Canada fournit deux expériences, la première portant sur le rôle des repères visuels dans l'orientation spatiale en microgravité, la deuxième visant à mesurer la légère perte de coordination oeil-main observée chez les astronautes lorsqu'ils se trouvent dans l'espace. « C'est une mission idéale pour moi puisque mon expérience dans la pratique médicale contribuera, au-delà de ces expériences, à établir des protocoles pour soigner les astronautes qui effectueront des séjours de longue durée à bord de la Station spatiale internationale », affirme le Dr Williams.

Mais la raison principale de sa présence au Collège de l'ouest de l'Île était d'ordre pédagogique. En effet, le Collège, explique son directeur général Terry Davies, participe activement à la mission de Dave Williams. « Nous allons reproduire au sol les deux expériences canadiennes et nos élèves pourront communiquer avec Dave par Internet. » M. Davies a de plus présenté à l'astronaute canadien un chandail ainsi qu'une casquette aux couleurs du Collège, que Dave Williams s'est engagé à porter dans l'espace. Il emportera également avec lui à bord de *Discovery* deux médailles d'excellence du Collège, une pour chaque campus.

Dave Williams, prenant exemple sur sa propre jeunesse, a exhorté les jeunes à poursuivre leurs rêves d'espace. « Je vous quitte en vous livrant ce message : vos rêves peuvent se réaliser, avec du travail et de la persévérance. »

Les Marcellines



Veux-tu être un témoin de Jésus-Christ pour les jeunes, une lumière pour les coeurs, une parole de réconfort pour toute personne dans la peine ? Aimes-tu les pauvres, les enfants, les vieillards ? Voudrais-tu entraîner d'autres jeunes à aimer Jésus le seul Maître ?

«Viens, j'ai besoin de tes bras pour bâtir et pour aimer viens, j'ai besoin de ta voix pour instruire et consoler...» *(Robert Lebel)*

La congrégation des Soeurs de Sainte-Marcelline
(Les Marcellines)

«Sois forte, ma fille, et un jour tu te réjouiras de voir d'autres femmes suivre tes traces.» Ces paroles prophétiques du pape Libère, lors de la consécration de Marcelline à Noël 352, se réalisèrent bien des siècles plus tard, en 1838, grâce à Mgr Luigi Biraghi (1801-1879).

Ce dernier choisit Marcelline comme sainte patronne pour la Congrégation naissante. Elle fut un modèle d'éducatrice qui sut élever, dans la lumière de la foi, ses deux jeunes frères. De plus, elle fut également l'initiatrice d'une forme de vie communautaire de femmes consacrées à Dieu tout en étant au service de leurs frères les plus pauvres.

Le charisme conféré par Mgr Biraghi à l'institut nouvellement fondé fut celui «d'enseigner Jésus» à travers l'activité éducative.

En effet, Mgr Biraghi, homme de grande sainteté, saisit l'importance de former adéquatement des personnes capables de reconstruire la famille et la société en ce XIXe siècle particulièrement chargé de tensions et de problèmes.

S'appuyant sur une profonde vie intérieure et un «esprit de famille» devenu caractéristique, les Soeurs Marcellines, depuis les origines, vivent leur mission éducative en étant toujours au milieu des élèves. Cette méthode privilégiée d'éducation vise à former la jeunesse beaucoup plus par l'exemple que par de longs discours.

Cependant leur action ne se limite pas à l'école. Les religieuses s'engagent là où les besoins sociaux sont les plus urgents : dans les hôpitaux, dans les maisons pour personnes âgées ainsi que dans les oeuvres paroissiales et missionnaires (léproseries, dispensaire, maisons pour mères célibataires, écoles, hôpitaux, etc.).

Actuellement, on les retrouve en Italie, en France, en Suisse, en Angleterre, au Brésil, au Canada, au Mexique et en Albanie.

Les Soeurs Marcellines

9155, boul. Gouin Ouest
Montréal (Québec)
H4K 1C3
Tél. : (514) 334-9651

815, av. Upper Belmont
Montréal (Québec)
H3Y 1K5
Tél. : (514) 488-2528

2578247;c14

• TOITURE FIN-ALL • TOITURE FIN-ALL • TOITURE FIN-ALL •

• Garantie à vie, transférable pour 50 ans, non décroissante
• Éprouvée contre : les pluies, la pollution industrielle, les grands vents, la vermine et autres méfaits de la nature !
• Profitez de notre promotion pour travaux d'hiver
• Paiement différé disponible
• Si ce n'est pas Fin-All, ce n'est pas final.



AGISSEZ DES MAINTENANT !

FIN-ALL
Appelez
333-0300
1-800-263-7595

APCHQ · Bureau d'éthique commerciale · Régie des entrepreneurs de construction du Québec

R0127-c17

• TOITURE FIN-ALL • TOITURE FIN-ALL • TOITURE FIN-ALL •

GRAND SOLDE DE NOËL !!

À la soupe !
OFFRE SPÉCIALE AVANT NOËL
MARMITE GRATUITE
Valeur de 100 $ Avec tout achat d'une batterie Milano

JUSQU'À 75% DE RABAIS
AUTRES BAS PRIX GARANTIS!



CRÉÉE EN ITALIE
BATTERIE 10 PIÈCES
CUISINE INTERNATIONAL
MILANO
EN ACIER INOX 18/10 FOND TRIPLE COUCHE
249,99 $ Comp. 599,99 $

ARTICLES DE CUISSON
Ens. de 3 poêles anti-adhésives 24,99 $ Comp. 49,99 $
Batterie 7 pièces en acier inox 59,99 $ Comp. 199,99 $

VAISSELLE
Service de vaisselle 20 pièces 14,99 $ Comp. 49,99 $
Service en fine porcelaine pour 8 39,99 $ Comp. 199,99 $
Service en fine porcelaine 118 pièces 149,99 $ Comp. 699,99 $

ARTICLES DE CUISINE
Essoreuse à salade de luxe 9,99 $ Comp. 19,99 $
Ens. d'ustensiles anti-adhésifs avec support 9,99 $ Comp. 24,99 $
Organisateur Ultimate 27 pièces 19,99 $ Comp. 39,99 $

VERRERIE
Ens. de 4 verres de bar Comp. 11,99 $ 2,99 $
Jeu de 4 Élégants verres sur pied 12,99 $ Comp. 29,99 $
Au choix Assiettes et bols en verre givré 19,99 $ Comp. 39,99 $

COUTELLERIE
Coutellerie en acier inox Service pour 6 29,99 $ Comp. 59,99 $
Coutellerie en acier inox lourd Service pour 8 59,99 $ Comp. 129,99 $
Fabriquée en Allemagne
Coutellerie en acier inox 18/10 Service pour 12 299,99 $ Comp. 799,99 $

ARTICLES-CADEAUX
Miroir de toilette 12,99 $ Comp. 24,99 $
Pot à biscuits en céramique 14,99 $ Comp. 39,99 $
Cocotte ronde plaquée argent 29,99 $ Comp. 49,99 $

BENIX & CO.
IMPORTATEURS D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ
PASSEZ À NOTRE MÉGA-ENTREPÔT DE LIQUIDATION.!
UN SUPER-MAGASIN PLEIN D'AUBAINES !
LUN.-VEN. 10 h - 21 h — SAM. 9 h - 17 h — DIM. 10 h - 17 h

7335 BOUL. DÉCARIE
angle Jean-Talon, face à la station Namur
3213 AUTOROUTE 440
Chomedey, Laval, en face du Carrefour Laval, à côté de Yellow Plus

Le pape rencontrera Castro le 22 janvier

Agence France-Presse
VATICAN

Une seule rencontre officielle entre le pape et Fidel Castro est au programme de la visite de Jean-Paul II à Cuba du 21 au 25 janvier, selon le programme officiel du Vatican diffusé hier.

Au cours de son voyage à Cuba, le pape célèbrera quatre messes et prononcera neuf discours ou homélies. L'unique rencontre avec M. Castro est prévue le 22 janvier quand le pape rendra « une visite de courtoisie » au président cubain.

La note du Saint-Siège ne précise pas si M. Castro accueillera lui-même le pape à son arrivée à La Havane le 21 janvier ou s'il assistera à une messe.

Le pape partira de Rome le 21 janvier à 10H00 (09H00 GMT) et arrivera à La Havane à 16H00 locales. Il y aura une cérémonie de bienvenue à l'aéroport au cours de laquelle le pape prononcera son premier discours. Le 22 janvier, le pape se rendra en avion à Santa Clara où il célèbrera une messe dans le parc de l'Institut supérieur de physique Manuel Fajardo. Dans l'après-midi, il rentrera à La Havane pour la rencontre avec M. Castro.

Le 23 janvier, Jean-Paul II se rend en avion à Camaguey pour une messe avec baptêmes et confirmations sur la place Ignacio Agramonte. Dans l'après-midi, il rencontrera le monde de la culture à l'université citoyenne de La Havane.

Samedi 24 janvier, Jean-Paul II se rendra, toujours en avion, à Santiago de Cuba pour une messe en plein air. L'après-midi il rentrera à La Havane où il visitera le sanctuaire de San Lazaro et rencontrera le « monde de la douleur » à Rincon.

Le 25, le pape commencera la journée avec une rencontre oecuménique à la nonciature apostolique de La Havane. Puis il célèbrera la messe et l'Angelus place de la Révolution José Marti. Il doit ensuite rencontrer les membres de la Conférence épiscopale cubaine dans la cathédrale de l'Immaculée conception. La cérémonie de départ est prévue à 18H45. Le retour en Italie est prévu le 26 janvier à 12H30 (11H30 GMT).

Un repos

Par ailleurs, le pape ne tiendra pas les traditionnelles audiences hebdomadaires du mercredi les 24 et 31 décembre, afin de pouvoir se reposer, a indiqué le Vatican.

Le report de ces audiences a été décidé pour permettre au pape de se reposer avant son voyage historique à Cuba.

La veille de Noël, le pape doit en outre célébrer la longue messe de minuit en la basilique Saint-Pierre et l'après-midi du 31 décembre, il célèbrera la cérémonie du Te Deum dans l'Église Saint-Ignace de Rome.

L'audience du 7 janvier sera réservée aux nouveaux évêques comme cela est traditionnel chaque année.

L'euthanasie

D'autre part, le pape a lancé un nouvel appel contre l'euthanasie hier en recevant au Vatican les membres de la Ligue italienne contre le cancer.

Le pape a exhorté les médecins à éviter « les actions ou les omissions visant à procurer la mort dans le but d'éviter la douleur ».

« Plus que jamais, dans le cas des malades atteints de cancer, la médecine est appelée à son devoir le plus difficile et délicat : celui d'aider le malade à vivre la maladie de façon humaine et, pour les croyants, à la vivre selon les ressources et les exigences de la foi chrétienne », a dit le pape.

Jean-Paul II a condamné « les interventions inadaptées à la situation réelle ou disproportionnées aux résultats médicaux ».

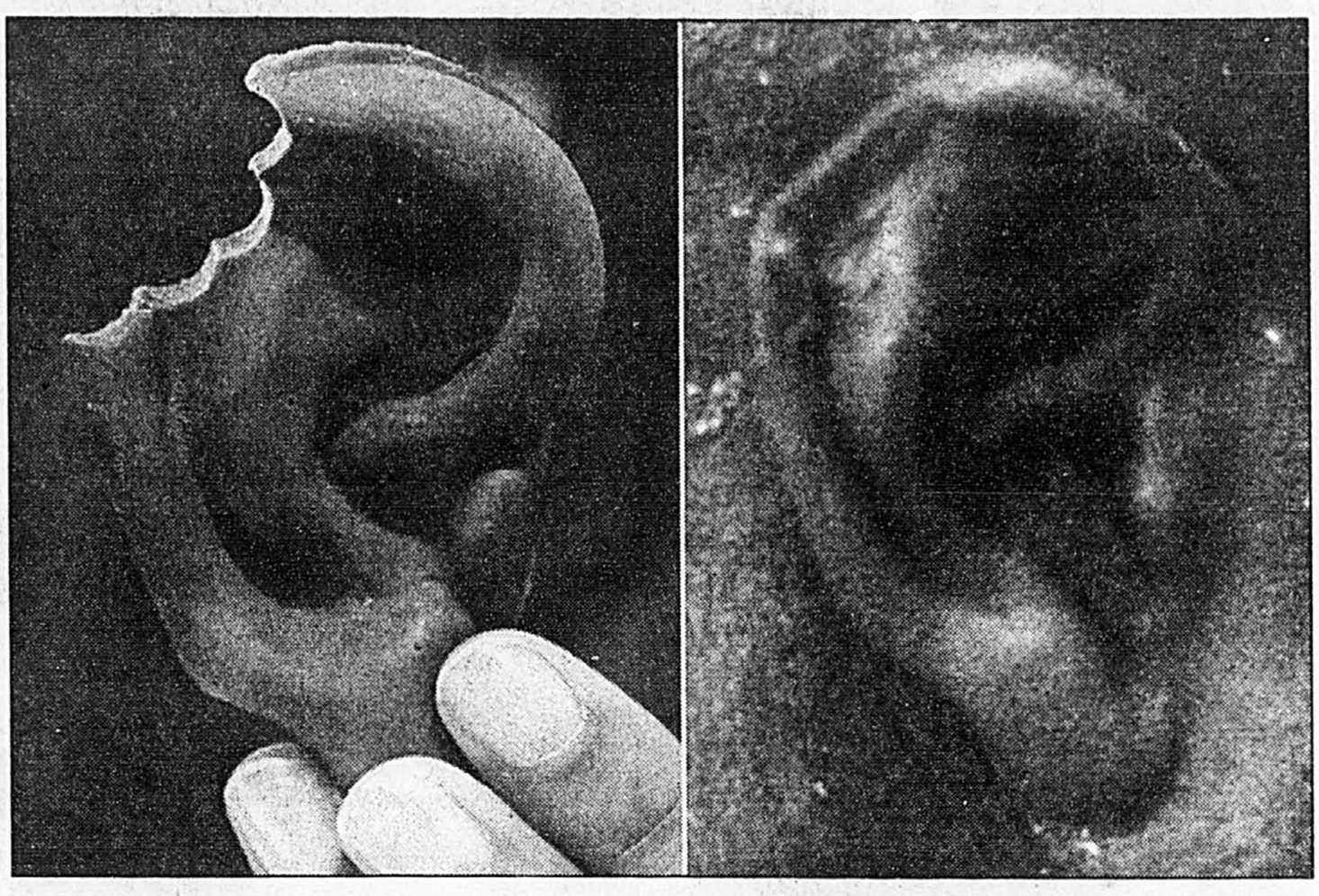


PHOTO REUTERS

Insolite friandise

Le commis d'une confiserie de Pasadena, en Californie, exhibe une « Evander Holey Ear », une oreille de chocolat au lait rappelant le bizarre incident qui a mis fin au combat entre les boxeurs Mike Tyson et Evander Holyfield, en juin. Tyson qui, au troisième round, a arraché un morceau de l'oreille droite de son rival avec ses dents, a été disqualifié et suspendu pour un an. L'insolite friandise, réplique de l'oreille abîmée du champion du monde des lourds de la WBA, coûte 3,50 $.

Plusieurs États du Mexique sous la neige

Associated Press
MEXICO

Des chutes de neige ont été enregistrées ce week-end dans plusieurs États du nord et du centre du Mexique, plus habitués à la chaleur qu'au froid. Dans certains cas, on n'avait jamais vu de flocons de neige depuis des décennies. Ainsi, l'État de Coahuila a connu ses premières chutes de neige depuis plus de 30 ans, selon la chaîne *Televisa*. Dans plusieurs régions de cet État, un épais manteau blanc recouvrait maisons, arbres et champs. De la neige est également tombée dans l'État de Durango, a ajouté *Televisa*. Et selon l'agence de presse mexicaine Notimex, plusieurs villes de l'État de Zacatecas (centre) se sont réveillés vendredi sous la neige pour la première fois depuis dix ans.

La scientologie s'immisce dans les relations germano-américaines

Agence France-Presse
BONN

1997 a été une année faste pour « l'Église de scientologie » qui, avec un art consommé du lobbying, a su exploiter les réserves de Washington sur le sort de ses adeptes en Allemagne, au point de s'immiscer durablement dans les relations diplomatiques des deux pays.

Objet de toutes les attentions du gouvernement de Bonn et des Laenders, étroitement surveillée par les services de renseignements intérieurs, ses membres poursuivis par la justice, exclus de l'Union chrétienne du chancelier Helmut Kohl et de la fonction publique en Bavière, l'Église de scientologie avait indéniablement du grain à moudre en Allemagne.

Les adeptes de la secte allemands se disent victime de « discrimination ». Les entreprises liées à la scientologie sont recencées par l'Office fédéral du travail. Début novembre, un tribunal a confirmé l'interdictin faite à une scientologue de tenir un bureau de placement pour jeunes filles au pair.

1998 sera jalonnée de nouvelles échéances. Après un an d'« observation », les services de renseignements rendront leur rapport sur les activités de la secte et la justice s'interrogera sur son caractère religieux.

Le bras de fer entre le gouvernement allemand et les scientologues a de nouveau culminé à l'orée de l'année 1997, lorsque la secte a fait donner la grosse artillerie en publiant une lettre ouverte à M. Kohl, signée par une trentaine de personnalités, dont les cinéastes Costa-Gavras et Oliver Stone et l'acteur Dustin Hoffman. Publié dans l'*International Herald World*, le manifeste comparait les mesures prises en Allemagne contre les membres de la secte à celles de Hitler contre les Juifs dans les années 30.

Washington a dénoncé ce parallèle « scandaleux ». Mais les scientologues ont marqué un point lors que le département d'État américain a évoqué en janvier des cas de « discrimination » de membres de la secte en Allemagne dans son rapport annuel sur les droits de l'homme.

La scientologie, qui revendique 300 000 membres en Allemagne, a marqué un second point récemment lorsqu'une commission de la Chambre des représentants a adopté une résolution « condamnant les actions et déclarations des responsables fédéraux et régionaux d'Allemagne qui ont contribué à une atmosphère d'intolérance vis-à-vis de certaines minorités religieuses ». Mais la motion, rejetée à la Chambre par 318 voix contre 101, a fait long feu.

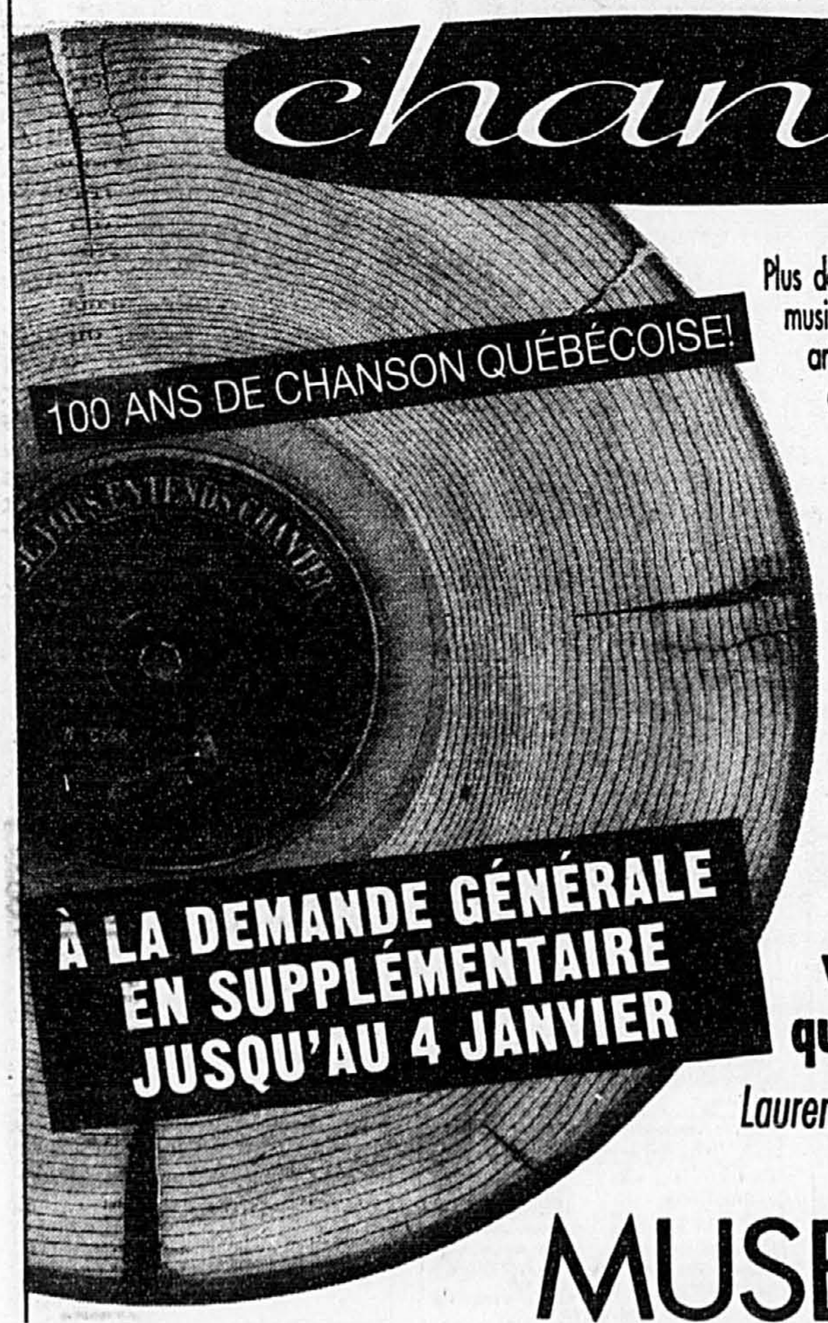
Madeleine Albright, le secrétaire d'État américain, a joué la carte de l'apaisement. « C'est une affaire qui doit être réglée amicalement et bilatéralement », a-t-elle jugé d'emblée.

Invoquant le passé de l'Allemagne et son devoir de protection des citoyens pour justifier sa vigilance à l'égard de toute forme de totalitarisme, M. Kinkel juge que « la scientologie n'est pas une religion ou une association philosophique » mais une entreprise commerciale.

L'« Église de scientologie », fondée en 1954 par l'auteur de science fiction américain Ron Hubbard, a obtenu aux États-Unis le statut de religion, bénéficiant au passage de substantiels avantages fiscaux même si ses méthodes sont régulièrement contestées.

COMME CITÉ-CINÉ, L'EXPOSITION JE VOUS ENTENDS CHANTER EST UNE VÉRITABLE EXPÉRIENCE SONORE ET VISUELLE

JE VOUS ENTENDS chanter



Plus de 400 costumes de scène, manuscrits, instruments de musique, objets fétiches ou souvenirs appartenant aux artistes, plus de 600 chansons; 32 entrevues exclusives avec les grandes stars d'ici, des mises en contexte historiques, des vidéos de toutes les époques, plus de vingt heures d'enregistrement pour qui voudrait tout voir, tout entendre, tout savoir de la chanson québécoise.

"Je vous entends chanter prend un peu des allures de Temple de la renommée et c'est là qu'inévitablement vous serez atteint. Et pas qu'un petit peu."
Laurent Saulnier, Voir

MUSÉE
JUSTE POUR RIRE
2111, BOULEVARD SAINT-LAURENT (514) 845-4000

EN COLLABORATION AVEC DANONE

ADULTES: 8.50 $
ÉTUD. / ÂGE D'OR: 6.00 $
5.00 $ POUR TOUS

MERCREDI : DE 11H À 21H
JEUDI AU DIMANCHE : DE 11H À 18H

L'EXPOSITION QUI FAIT CHANTER LES FOULES !

SRC La Presse CKAC 730

Maladie de Creutzfeld-Jacob : les chercheurs souhaitent une étude en profondeur

Agence France-Presse
LONDRES

Les médecins qui étudient la maladie de Creutzfeld-Jakob, forme humaine de la maladie de la vache folle, souhaitent mettre en place un plan national de détection pour tenter de déterminer l'ampleur de la contamination, rapporte aujourd'hui le *Sunday Telegraph*.

Les scientifiques de l'unité de surveillance de la MCJ à Edimbourg (Écosse) voudraient tester les amygdales des patients dans les hôpitaux et les cerveaux des personnes décédées dans des accidents de voiture dans l'ensemble de la Grande-Bretagne, selon le journal.

Selon ce plan, le cerveau, la lymphe et le sang des victimes d'accidents de voiture âgés de plus de 16 ans devraient être testés pour déterminer s'ils sont porteurs du prion, l'agent infectieux de la maladie.

Ces tests nécessiteraient un accord des proches. 3600 personnes sont décédées en 1996 en Grande-Bretagne dans un accident de voiture.

Dans le cas de tests réalisés sur les amygdales de personnes vivantes, ils seraient réalisés de façon anonyme, rapporte le journal.

Six mois à un an de tests seraient nécessaires pour tenter d'établir un schéma de l'ampleur de la contamination.

Les détails du programme devraient être dévoilés dans les prochaines semaines.

S'il a été prouvé que la MCJ est la forme humaine de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), la maladie de la vache folle, les chercheurs restent toujours dans l'incertitude sur la contraction de la maladie (quelle quantité de viande contaminée faut-il manger pour contracter la maladie), sur sa propagation ou sur la manière dont le prion passe de l'estomac au cerveau.

L'importation de boeuf et de mouton interdit aux États-Unis

Associated Press
WASHINGTON

Les États-Unis ont interdit ce weék-end l'importation de viande de boeuf et de mouton d'Europe, jusqu'à la fin d'un examen complet des risques de la maladie de la « vache folle », a-t-on appris de source gouvernementale.

« Nous avons pris cette décision pour protéger la santé des hommes et des animaux, la sécurité de nos marchés, et la sûreté et l'intégrité de nos approvisionnements en nourriture« , a déclaré Michael V. Dunn, chargé des programmes de marketing et de réglementation auprès du secrétaire d'État à l'agriculture.Aucun cas d'encéphalopathie spongiforme bovine n'a jamais été recensé aux États-Unis. Le pays a réagi à l'entrée dans le système de transformation animale de deux vaches en Belgique et au Luxembourg. De plus, des scientifiques britanniques ont découvert au début du mois que la maladie peut affecter des parties secondaires de l'animal, comme la moelle osseuse.

Les États-Unis lèveront ces restrictions pour chaque pays qui témoignera d'un programme de surveillance de la « vache folle », conforme aux standards internationaux. a ajouté M. Dunn.

La Presse

La Jeune Presse

La Jeune Presse est une initiative du service de l'information de La Presse. Cette page paraît chaque dimanche, durant l'année scolaire. Son objectif est d'initier les adolescents à l'écriture journalistique en leur permettant de s'exprimer sur les divers sujets qui les intéressent. Le choix des thèmes et des chroniques est du ressort d'un comité de rédaction sous la direction de Alain de Repentigny, adjoint au directeur de l'information. Les élèves du cours secondaire et du cégep qui font de la photo sont également invités à participer à La Jeune Presse en communiquant avec M. de Repentigny.
Téléphone : 285-7070
(télécopieur : 285-6808).
Adresse : La Jeune Presse,
7 rue Saint-Jacques,
Montréal, H2Y 1K9.





Il faut se battre pour se battre...

La boxe est un métier difficile, un sport brutal peu importe où on le pratique. L'entraînement qu'elle nécessite en fait le plus exigeant de tous les sports: course, haltérophilie, boxe, saut à la corde, etc. Après quatre ans d'inactivité au hockey, n'est-ce pas l'entraînement qu'avait choisi Guy Lafleur?

La boxe est un métier difficile peu importe où on la pratique, et au Québec, ça l'est encore plus. Hercules Kyvelos a commencé à boxer lorsqu'il n'avait que 11 ans. Il commençait à peine à s'entraîner lorsqu'il a participé à son premier tournoi. « Mon entraîneur ne voulait absolument pas que j'y aille, mais j'ai tellement insisté qu'il a cédé, espérant que je reçoive une bonne leçon», se remémore le boxeur mi-moyen québécois de 22 ans.

Non seulement a-t-il alors gagné deux combats, mais il a remporté le championnat et a été élu meilleur espoir.

Hercules se bat beaucoup à l'extérieur du Québec. Hier soir, il disputait un combat de quatre rounds à Sheffield, en Angleterre, au boxeur gallois Harry Butler, au même programme que son compagnon d'écurie Otis Grant qui affrontait Ryan Rhodes pour le championnat par intérim des moyens du Conseil mondial de la boxe. Kyvelos et Grant ont d'ailleurs le même gérant, Russ Amber.

Si Hercules accepte de se battre à l'étranger, c'est parce qu'il a besoin de la bourse et pour se faire connaître. Il lui faut de l'argent parce qu'il étudie présentement à l'Université de Montréal en éducation physique, préparant déjà son après-carrière. Son horaire de boxeur est très difficile à concilier avec son horaire d'universitaire, mais il est obligé de s'y faire. Dans la boxe, on ne sait jamais.

Otis Grant, lui, a terminé ses études universitaires et enseigne présentement dans une école de Pierrefonds parallèlement à sa carrière de boxeur. Il est plus apprécié ailleurs qu'ici où tout le monde évite de l'affronter!

Un avenir pour la boxe au Québec?

Pour gagner sa vie, Hercules ne peut pas uniquement boxer au Québec. Ici, à moins d'être un gros nom comme les Hilton, Stéphane Ouellet ou Éric Lucas, il est quasi impossible pour un jeune, peu importe son talent, de vivre de ce sport.

«J'aimerais bien voir plus de boxe au Québec, dit-il. Mais si les gens continuent d'aller voir toujours les mêmes boxeurs se battre l'un contre l'autre, contre d'autres jambons ou des je-ne-sais-quoi, ça devient frustrant. J'ai toujours voulu boxer ici, mais les promoteurs ne sont pas justes avec moi, alors je vais ailleurs.»

L'avenir n'est pas nécessairement rose pour un jeune boxeur local et, selon lui, il appartient aux différents promoteurs de corriger la situation.

Comme beaucoup d'autres, Hercules boxe parce qu'il adore ce sport et qu'il est assez talentueux pour y réussir. Son but est de gagner un championnat mondial.

Si beaucoup de promoteurs américains s'intéressent à lui, on n'en a jamais entendu parler ici ou presque. Si l'on ne prépare pas la relève, la boxe québécoise pourrait très bien être envoyée au tapis pour ne plus se relever, cette fois.

Et il faudra conclure, encore une fois, que la seule solution pour les boxeurs de talent comme Hercules Kyvelos, Otis Grant et Arturo Gatti, c'est l'exil.

Sébastien Côté-Trudel
Collège Jean-de-Brébeuf

EN LIBERTÉ

Un joyeux Noël à Pâques?

Mesdames et messieurs, on applaudit! À vrai dire, ça mériterait une ovation. Après dix jours d'attente, la distribution du courrier a heureusement repris. Enfin c'est réglé, mais non sans frustration. Dix interminables jours pour tous ceux dont c'est le seul moyen de donner ou de recevoir des nouvelles sans dépenser un nombre exorbitant de huards. En tout cas, c'est là qu'on prend conscience de l'importance du travail des postiers.

Je suis plutôt du genre à me ruer sur ma boîte aux lettres. Quelles nouvelles mes amis africains m'annoncent-ils? Si je reviens bredouille, je prie pour pouvoir hurler de joie le lendemain. Inutile de vous dire que mon moral en a pris un coup pendant le conflit postal. Aujourd'hui deux questions trottent sans cesse dans mon ciboulot: Pourquoi avoir attendu tout ce temps si on prévoyait cette fameuse loi d'exception? Pourquoi avoir causé tant d'inquiétude?

Imaginez la tristesse dans les yeux du père Noël quand il appris qu'il ne recevrait pas les listes de cadeaux de ses petits protégés. Je n'ose penser aux conséquences désastreuses d'une telle situation: mon oncle Pierre qui recevrait le dernier disque de Michèle Richard, ou encore le petit Dominique, 7 ans, qui aurait droit à la poupée dernier cri qui mange du Kraftdinner!

Et si jamais les colis qu'on prévoyait envoyer un peu partout sur la planète s'égaraient et ne parvenaient pas à destination à temps!

Ah oui, il faut que je vous dise. Je n'ai pas encore développé, malgré plusieurs essais, un pouvoir de téléportation à distance qui me permettrait de remettre à temps le cadeau de Noël à mon inséparable amie. Le milieu de l'Afrique, ça commence à être loin pour la livraison gratuite en moins de trente minutes. Au fait, peut-être qu'un lapin en chocolat serait plus approprié que la carte de voeux de Noël? J'y songe...

Véronique Pion
École secondaire Louise Trichet

BRÈVES

François Guillet, bédéiste émérite

Notre ami François Guillet, dont vous retrouvez un autre dessin dans cette page, a reçu récemment le premier prix du Concours international de la bande dessinée francophone dans le cadre de l'exposition Studio Bédé de la galerie Montcalm, à Hull. Quarante-trois bédéistes âgés de 9 à 15 ans du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la France participaient à ce concours dont les gagnants ont été choisis en présence du bédéiste Paul Roux. La bande dessinée de François Guillet, qui portait sur une montgolfière hors de l'ordinaire, lui a valu des prix d'une valeur totale de plus de 1000$ dont une table à dessin, une chaise, une lampe, un taille-crayon électrique et une règle parallèle avec équerre. Autant d'outils dont profiteront éventuellement les lecteurs de *La Jeune Presse*. De toute l'équipe, un gros bravo à François ainsi qu'aux autres participants de ce concours dont Vincent Drolet, du Lac-Beauport, et Marie-Ève Labelle, de Hull, gagnants des deuxième et troisième prix.

La Jeune Presse en vacances

La Jeune Presse suspend la publication de sa page hebdomadaire pendant la période des Fêtes. Après un automne bien rempli, les cégépiens et les élèves du secondaire qui forment l'équipe de *La Jeune Presse* se retrouveront en janvier après des vacances méritées. La publication de cette page reprendra le 1er février. D'ici là, toute l'équipe de *La Jeune Presse* souhaite un joyeux Noël et une très belle année 1998 à tous ses lecteurs.

LIVRES

Ichtyologiste ou trappeur?

Le 4 décembre dernier, pour célébrer leur 15e anniversaire, les Éditions Septembre lançaient leur dernier-né: le *Dictionnaire Septembre des métiers et professions*, un ouvrage qui regroupe pas moins de 1500 définitions, des clés d'orientation, et qui est accessible à tous par son aspect et sa simplicité. «Nous avons voulu faire un dictionnaire grand public, tant pour les spécialistes que pour les étudiants ou les chercheurs d'emploi», explique Denis Pelletier, concepteur du bouquin et président des Éditions Septembre.

Malgré son appellation, qui peut sembler rébarbative à certains, le dictionnaire est agréable à feuilleter et facile à consulter grâce au système de clés d'orientation Cléo, renvoyant à sept champs d'activités dans lesquels on retrouve les métiers connexes à celui qui nous intéresse.

Cette nouvelle classification et répartition des différentes professions s'inscrit dans une démarche tournée vers le futur: «Avec les années 2000 qui arrivent, on s'en va vers le changement. On doit prendre en charge notre vie professionnelle», ajoute M. Pelletier. Maintenant que la sécurité d'emploi totale fait partie de nos souvenirs, il est primordial de ne pas se restreindre à une seule et unique occupation et de pouvoir faire preuve de polyvalence en se préparant à plusieurs métiers de la même branche.

Travail et carrière sont des termes que l'on entend chaque jour, apprêtés à différentes sauces: chômage, réorientation, formation... Le dictionnaire a pour but de «conscientiser les gens aux nombreux choix qui s'offrent à eux, de les amener à avoir une culture d'orientation, dit M. Pelletier. Il permet des rêves réalistes; il éveille l'envie d'avoir des projets, c'est un moyen de n'être pas passif», s'enthousiasme-t-il.

On ouvre alors la voie à une autre vision de l'orientation en ouvrant des horizons beaucoup plus larges. Tout d'abord, les définitions des métiers traditionnels ont été revampées et actualisées selon les réalités du domaine de l'emploi. La liste s'allonge du fait des nombreuses spécialisations. «Beaucoup des métiers que l'on connaît ont été renouvelés par les nouvelles technologies», souligne Denis Pelletier. On a d'ailleurs fait appel à des entreprises ainsi qu'aux ordres professionnels pour la validation de toutes les définitions afin de s'assurer que l'ouvrage n'en serait pas uniquement un de théoriciens.

Un dictionnaire grand public tant pour les spécialistes que pour les étudiants ou les chercheurs d'emploi

On a aussi recensé toutes les nouvelles professions relatives au multimédia et à l'informatique: on découvre donc des néologismes tels que «webmestre» ou gérant de sites web, qui fait référence au monde internaute. Sa constante évolution peut donner lieu à la création d'autres emplois. «C'est inépuisable!» de résumer le concepteur.

Plus accessibles aux moins branchés, on retrouve aussi des définitions intéressantes de métiers mal ou peu connus: quelle est la vraie définition de l'état d'actuaire? d'homéopathe? Quel est le degré de formation nécessaire? Qu'est-ce qu'un ichtyologiste mange en hiver? Ainsi, en plus de partir à la «recherche de soi-même», on peut mieux comprendre le quotidien des autres...

On pourra aussi mieux concevoir les réalités d'ailleurs puisque Denis Pelletier et son équipe songent à des projets de coédition du côté du Mexique «où il y a tout à refaire» selon M. Pelletier. «Le dictionnaire serait une bonne base pour organiser les activités d'orientation.»

Au Québec, on veut en faire un outil pédagogique par l'entremise d'un concours où les professeurs sont invités à soumettre des activités permettant d'intégrer le dictionnaire en classe.

Espérons qu'il sera utile aux étudiants désorientés.

Myriam Berthelet
Collège André-Grasset



OMC : l'accord est venu après 15 ans d'efforts

Associated Press
GENÈVE

C'est un accord multilatéral historique que l'on s'acharnait à mettre au point depuis 15 ans et un signal positif, en ces temps de crise financière asiatique. Au siège de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève, les négociateurs ont conclu hier un accord sur la libéralisation des services financiers qui permettra notamment aux banques et compagnies d'assurances occidentales d'investir sur les marchés « émergents ».

Au total, plus de 70 pays, représentant 90 % des échanges de services financiers dans le monde, se sont engagés — certains plus que d'autres — à ouvrir leurs marchés à la concurrence internationale. Les désaccords initiaux, notamment la querelle entre États-Unis et Malaisie sur le secteur des assurances, ont été finalement réglés au cours d'une longue nuit de tractations.

Cet accord devrait permettre d'accompagner l'énorme croissance des activités financières en créant un environnement plus prévisible et plus stable, encadré par des règles internationales. Les partisans de la libéralisation espèrent qu'il permettra d'éviter à l'avenir une répétition de l'actuelle crise financière en Asie du Sud-Est.

« Nous avons réussi ! » a jubilé Renato Ruggiero, directeur général de l'OMC. Pour lui, 1997 a été une « année en or » pour le commerce international, avec trois textes-clés signés en moins de 12 mois, dont celui sur les technologies de l'information et celui sur les télécommunications.

Le président Bill Clinton a été le premier à se réjouir de cet accord qui permettra une compétition plus ouverte dans des secteurs où les américains sont leaders, ceux des banques, des assurances et des firmes de courtage. « À la lumière des récentes instabilités financières, il est particulièrement encourageant qu'un aussi grand nombre de pays aient choisi d'aller de l'avant plutôt que le contraire », a estimé le chef de la Maison-Blanche. Les États-Unis étaient considérés comme le principal obstacle potentiel. En 1995, Washington avait claqué la porte et l'on craignait de devoir se contenter d'un accord partiel si les offres des pays asiatiques ne satisfaisaient pas les Américains.

À Paris, on s'est félicité aussi de ce qui est, pour Dominique Strauss-Kahn, « un succès pour l'Union européenne qui a parlé d'une seule voix ». Le ministre français de l'Économie et des Finances a estimé qu'il s'agissait d'un « progrès très sensible par rapport à la situation provisoire qui prévalait depuis 1995 ». Reposant sur le principe de la nation la plus favorisée, l'accord « empêchera les discriminations à l'encontre de nos entreprises » et sera bénéfique pour l'ensemble de l'économie, a estimé M. Strauss-Kahn.

Le secteur des services financiers connaît une croissance fulgurante : les échanges, qui ont triplé entre 1985 et 1995, dépassent désormais 50 milliards de dollars pour les principaux pays. Les emplois dans le secteur représentent actuellement 3 à 5 % de la totalité des emplois dans le monde. Et les volumes concernés sont impressionnants : les actifs bancaires sont estimés à plus de 20 000 milliards de dollars et les primes d'assurance à 2000 milliards de dollars.

« Certification » publié en février

Agence France-Presse
WASHINGTON

Les États-Unis vont publier plus tôt que prévu leur examen annuel de l'état de la coopération dans la lutte contre la drogue, afin de ne pas embarrasser les pays d'Amérique latine avant la tenue du Sommet des Amériques.

Le toujours très controversé rapport américain sur la coopération entre États sur la lutte contre la drogue, connu sous le nom de « certification », sera publié début février au lieu du 1er mars habituellement, a indiqué hier un porte-parole du département d'État.

Cette publication a été anticipée pour ne pas survenir juste avant le Sommet des Amériques, auquel doit participer le président Clinton en avril au Chili.

Mort de l'héritier de l'empire Fiat

Associated Press
ROME

L'héritier de l'empire Fiat, Giovanni Alberto Agnelli, est mort HIER des suites d'un cancer à l'âge de 33 ans.

Le séduisant neveu de Gianni Agnelli le magnat de l'automobile, que l'on surnommait souvent le « JFK Junior italien », est décédé à son domicile de Turin, a précisé le porte-parole de la famile, Ludovico Passerin D'Entreves. PDG des scooters Piaggio, il avait été traité récemment à New York pour une forme extrêmement rare de cancer intestinal.

Marié à une Américaine, celui qui se préparait à prendre la relève à la tête du premier empire industriel d'Italie était devenu père d'une petite fille, Virginia Asia, en septembre dernier.

Fiat est le premier employeur d'Italie, et représente entre 5 et 7 % du PIB du pays. L'empire Fiat, c'est un monde pesant 50 milliards de dollars, allant de l'automobile à l'assurance en passant par la presse ou le football avec la Juventus de Turin.

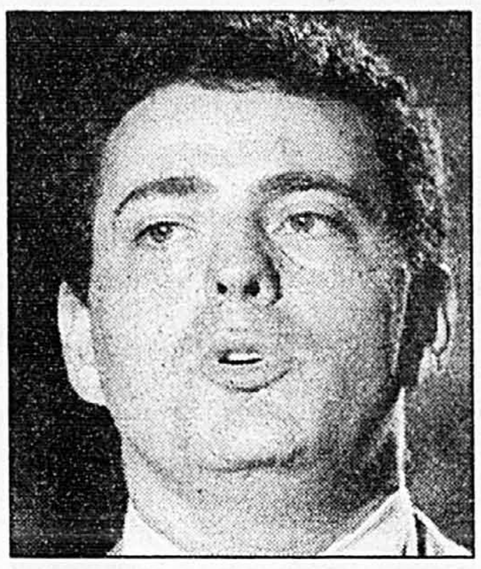


PHOTO REUTERS
Giovanni Alberto Agnelli

Né à Milan le 19 avril 1964, Giovanni était le fils d'Umberto Agnelli, petit-fils du fondateur de Fiat, et d'Antonella Piaggio, héritière elle aussi d'une très grande famille italienne.

Giovanni avait été intronisé en 1995 comme dauphin par le patriarche de la dynastie, le sénateur Gianni Agnelli. Celui-ci avait annoncé sa démission de la tête de son empire en février 1996, cédant les rênes à Cesare Romiti. Mais ce choix ressemblait à une régence, Cesare Romiti, âgé de 72 ans, ayant rapidement annoncé qu'il partirait à la retraite en juin 1998.

Mais en avril 1997, dans un entretien au journal familial La Stampa, le jeune homme avait annoncé en même temps deux nouvelles : celle de la grossesse de son épouse et celle de sa maladie.

Dès la nouvelle connue, les condoléances ont commencé à affluer : le ministre des Affaires étrangères Lamberto Dini a parlé d'une « perte importante » pour le pays, tandis que l'homme politique et magnat de la presse Silvio Berlusconi déplorait la mort de celui aui « représentait tant d'espoirs pour l'avenir » de l'Italie. Quant au ministre de la Culture Walter Veltroni, il a jugé que la mort du jeune homme était « une grande injustice ».

Les funérailles de Giovanni Agnelli auront lieu dans l'intimité la plus stricte, a déclaré le porte-parole de la famille, sans en préciser ni la date ni le lieu.

Le garde du corps de Diana se souvient que Paul a bu au Ritz

Agence France-Presse
GENÈVE

Le garde du corps de Diana, le Britannique Trevor Rees-Jones, a raconté pour la première fois à la presse que le chauffeur Henri Paul avait bu au Ritz peu avant l'accident de voiture qui a coûté la vie à la princesse et son ami Dodi le 31 août à Paris.

Dans une interview hier au quotidien suisse à grand tirage *Blick* présentée comme exclusive, Trevor Rees-Jones, 29 ans, déclare, après cent jours de silence, que le Français Henri Paul, avait bu dans la soirée « une boisson de couleur jaune » au bar de l'hôtel Ritz pendant que Diana et Dodi al Fayed dînaient dans la suite impériale.

« Il a commandé une boisson, quelque chose de couleur jaune. Puis il est sorti du bar et y est rentré plusieurs fois et a pris un nouveau verre », dit le seul survivant de l'accident, qui avait été gravement blessé.

Le garde du corps indique se souvenir des heures qui ont précédé l'accident mais avoir tout oublié des minutes avant le drame et du moment où la Mercedes s'est écrasée contre le treizième pillier du souterrain du pont de l'Alma. Henri Paul est mort dans l'accident, avec Diana et Dodi. L'enquête a établi qu'il avait dans le sang une dose d'alcool trois fois supérieure à la limite légale.

L'interview confirme ce qui a été publié à l'époque du drame.

Quelques heures avant l'accident, pendant que le couple dînait dans une suite du Ritz, les deux gardes du corps de Diana et Dodi se sont restaurés au bar. C'est là qu'Henri Paul a commandé à boire. Il n'a pas dit à Trevor Rees-Jones qu'il n'était pas de service ce soir là.

OXFAM-QUÉBEC

MISSION POSSIBLE

« Des actions pour changer le monde »

L'exploitation maquillée : Les «maquilas» dans les zones franches

La globalisation de l'économie a provoqué la création de zones franches depuis quinze ans. Ces zones sont des petites enclaves de libre-échange où les entreprises profitent d'importantes exemptions fiscales, en échange de création d'emplois.

Ces entreprises sont pour la plupart des multinationales peu soucieuses de l'environnement, cherchant à augmenter leurs profits dans les pays en développement. La main-d'oeuvre y est exploitée : 90% en sont des femmes travaillant dans des conditions inhumaines et les salaires y sont dérisoires. En 1995, il y avait plus de 500 «maquilas», comme on les appelle en Amérique Centrale, employant près de 200 000 personnes. Leur nombre se multiplie à une vitesse folle.

El Salvador

Coudre 4800 boutons par jour sur des chemises design, tel est le quota imposé à Rosa Maria aujourd'hui. Elle travaille à l'usine Formosa Textiles, dans une zone franche à l'est de San Salvador. Un poids supplémentaire vient de s'ajouter sur ses épaules. Sa soeur a perdu son emploi la semaine dernière parce qu'elle attend un enfant. Un seul salaire de 100$ par mois ne suffit pas à supporter une famille de sept personnes.

Ce n'est pas mieux ailleurs. Dans l'usine d'assemblage électronique voisine, deux femmes se sont évanouies après 12 heures de travail debout, dans une chaleur suffocante. Sans parler du harcèlement sexuel de leurs supérieurs. Toutes les travailleuses qui ont essayé de former un syndicat ont été mises à la porte peu de temps après.

Rosa Maria garde espoir qu'un jour ce cauchemar se terminera. Depuis 1995, le Réseau centraméricain de femmes, solidaire des travailleuses des zones franches, a lancé, avec l'appui d'OXFAM-QUÉBEC, une campagne de sensibilisation pour dénoncer l'exploitation des travailleuses des «maquilas».

Le Réseau veut inciter les gouvernements du Nicaragua, du Honduras, du Salvador et du Guatemala à améliorer la situation en obligeant au moins une entreprise par zone franche à signer un «Code d'éthique». Ce code garantirait, entre autres, l'élimination de toute forme de discrimination contre les ouvrières dans les «maquilas».

Montréal

Les ponts entre les acteurs sociaux du Nord et du Sud aident à contrer les effets négatifs de la globalisation sur les plus pauvres. En septembre 1997, le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) a entrepris une telle démarche avec le colloque SOLIDARITÉS DES AMÉRIQUES, sous le thème «Construire des Amériques solidaires, démocratiques et sans pauvreté».

Une centaine de représentants de coalitions et d'organismes syndicaux, écologistes, populaires et défenseurs des droits humains, provenant de plus de 12 pays des Amériques, ont démontré leur volonté de développer la solidarité entre leurs peuples ainsi que des alternatives à la situation actuelle.

Ils ne s'opposent pas aux échanges économiques entre les deux Amériques mais plutôt à l'idée que le libre-échange soit le seul mécanisme de redistribution des richesses. Ils dénoncent les pratiques qui accroissent les inégalités et ignorent le développement social. Une déclaration signée par plusieurs organismes du Sud à été diffusée à la COPA (Conférence des parlementaires des Amériques) qui s'est tenue à Québec au lendemain du colloque. L'avenir des Amériques doit se bâtir par la justice sociale plutôt qu'exclusivement par l'accroissement des profits.

Nous vous invitons à communiquer vos réactions au sujet de cette chronique

OXFAM-QUÉBEC

2330, rue Notre-Dame Ouest, Bureau 200, Montréal (Québec) H3J 2Y2
Téléphone : (514) 937-1614 • Télécopieur : (514) 937-9452 • Courriel : info@oxfam.qc.ca

2573947

Precision du mouvement
par
RAYMOND WEIL
GENEVE



Parsifal

Bijoutier agréé
RAYMOND WEIL

Bijoux et montres de haute distinction.
EVEREST
CHERBAKA
Joaillerie · Bijouterie Depuis 1950
8910, boul. Lajeunesse, Montréal (Québec)
H2M 1R9 (514) 388-5358 CRÉMAZIE

2580242-M
2580244



Designs exclusifs en 14k, 18k et platine

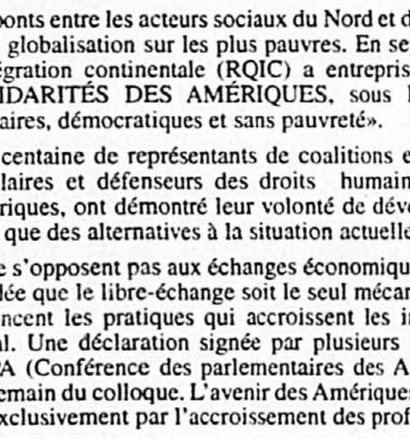
Bijoux et montres de haute distinction

EVEREST
CHERBAKA
Joaillerie · Bijouterie Depuis 1950
8910, boul. Lajeunesse, Montréal (Québec) H2M 1R9
Tél (514) 388-5358 CRÉMAZIE

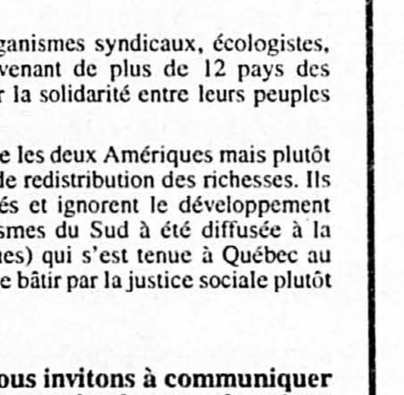
ROLEX • BREITLING • RAYMOND WEIL • TAG HEUER • GUCCI

2580314

Honneur à nos camelots

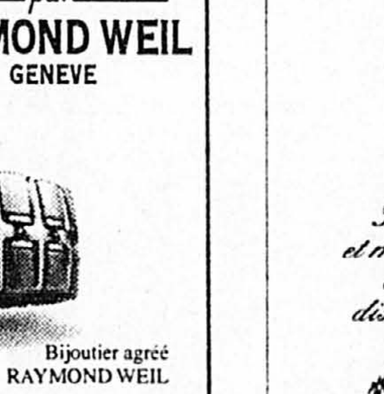


Sébastien Rocheleau
Pointe-aux-Trembles
Polyvalente Pointe-aux-Trembles



Philippe Berthiaume
Longueuil
École Monseigneur Parent

Yannick Dubois
Terrebonne
École Le Prélude, Mascouche



Jonathan Belhumeur
Mont-Saint-Hilaire
Collège Saint-Hilaire

Catherine Boisvert
Trois-Rivières-Ouest
Polyvalente Chavigny

Joignez-vous à l'équipe des camelots de La Presse au 285-6911

L'équipe des camelots de *La Presse*, c'est le lien direct avec nos abonnés. Nous tenons à rendre hommage à ces partenaires de premier ordre et à souligner leurs efforts constants pour bien servir nos abonnés.

Cette semaine encore, nous vous présentons cinq jeunes dont le travail remarquable mérite une mention particulière.

LE ROBERT DICTIONNAIRES LE ROBERT

Les camelots qui se sont démarqués par la qualité de leur service recevront un document souvenir de leur nomination, et *Le Robert* dictionnaire d'aujourd'hui

2581581-M

Otaries et phoques meurent par milliers : le phénomène climatique El Niño en accusation

Agence France-Presse
SAN MIGUEL ISLAND, États-Unis

Un bébé otarie, qui a que la peau sur les os, gémit et s'effondre : il va bientôt rejoindre quelque 6000 petites otaries mortes de faim depuis quelques mois à cause d'El Niño.

Les carcasses fétides parsèment la plage de l'île de San Miguel, au nord de Los Angeles. Les oiseaux s'attaquent à leurs cadavres, tandis que des dizaines de bébés phoques et otaries, à divers stades de famine, réclament leur mère.

Selon les scientifiques, ils sont victimes du phénomène climatique El Niño qui a tellement réchauffé l'océan Pacifique que leur nourriture habituelle — anchois, calmar, hareng et sardine — a fui plus au nord, vers des eaux plus froides et plus profondes.

Habituellement, l'île de San Miguel possède la plus importante population d'otaries et de phoques au sud de l'Alaska. « Ils sont censés être d'excellents prédateurs » et ces eaux sont normalement riches en poissons, explique Tim Setnicka, un responsable du parc naturel dont fait partie l'île, en montrant des animaux anormalement amaigris.

Longue de près de 13 km, San Miguel attire plus de 125 000 phoques, otaries ou éléphants de mer qui viennent se reproduire, se nourrir et donner naissance.

Cette année, quasiment toute une espèce de bébés phoques et plus de la moitié des otaries californiennes vont mourir de faim. El Niño est officiellement accusé d'être responsable de la pénurie, bien que Tim Setnicka déclare que des pêches excessives peuvent être aussi en partie responsables de la situation.

Les phoques du Nord et les otaries californiennes ont pour habitude d'entreposer de la nourriture pour nourrir leurs bébés, mais cette année, les femelles sont contraintes de parcourir plusieurs kilomètres en mer, brûlant du même coup des calories dont elles ont besoin pour allaiter.

Elles-mêmes confrontées à la famine, quelques femelles, qui n'ont qu'un bébé par an, ont abandonné leur petit. D'autres ont perdu la moitié de leur poids et meurent lentement, tentant à la fois de s'alimenter et de nourrir leur progéniture.

Sur une plage de l'île, un bébé phoque de Californie tente en vain de téter le corps sans vie de sa mère. Et quand une femelle se dirige vers la mer, des dizaines de bébés abandonnés la suivent anxieusement.

Les scientifiques affirment qu'une intervention extérieure serait plus risquée que bénéfique et ils soulignent que ces espèces de pinnipèdes, mammifères adaptés à la vie aquatique, survivront à cette épreuve.

Aucune intervention humaine n'est autorisée dans le sanctuaire marin.

Mais des efforts de sauvetage sont en cours pour les animaux qui commencent maintenant à atteindre la côte.

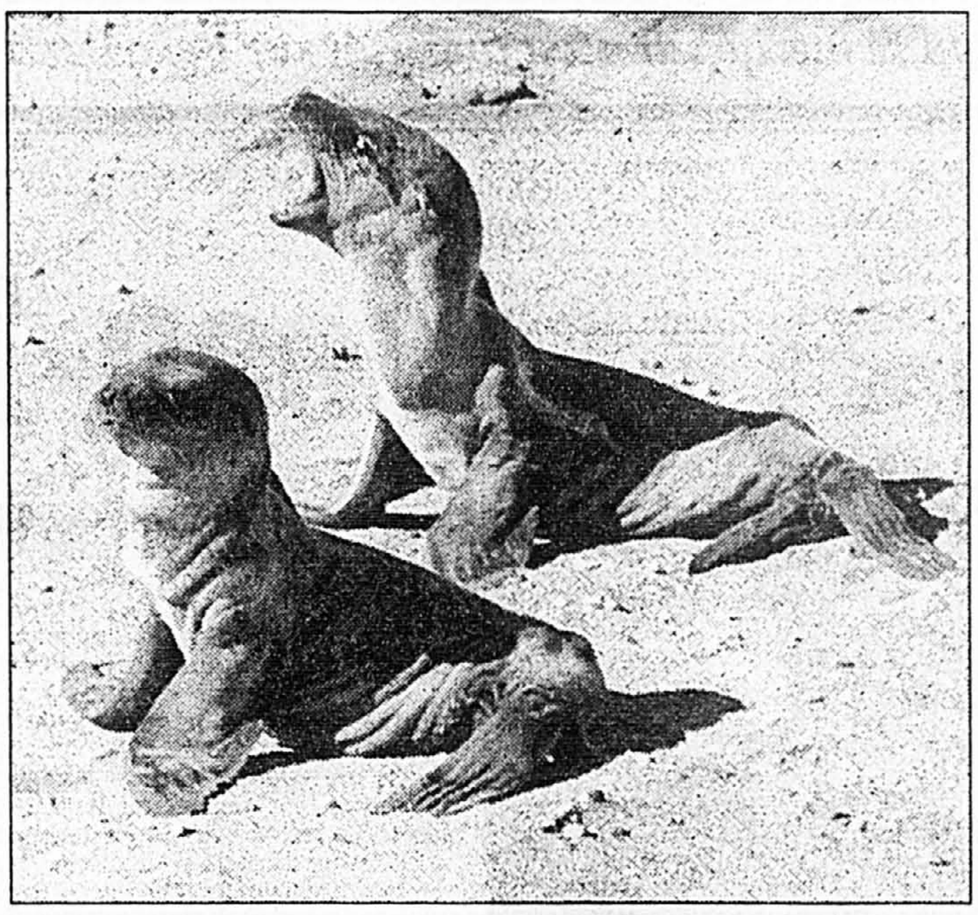


PHOTO AFP

El Niño a tellement réchauffé l'océan Pacifique que la nourriture habituelle des otaries et des phoques a fui plus au nord, vers des eaux plus froides et plus profondes.

Une équipe du centre océanographique Sea World de San Diego, près de la frontière du Mexique, qui sauve en général quelque 70 animaux par an, s'attend à devoir aider au moins 475 animaux, le nombre secouru durant le dernier El Niño en 1983. À moins que leur nombre soit moindre, parce que les animaux auront été trop faibles pour accomplir le voyage.

Les scientifiques espèrent que ce à quoi ils assistent est réellement dû à El Niño, et non pas à un phénomène plus global comme celui du réchauffement de la planète.

Robert De Long, un expert en biologie marine auprès du Service des pêcheries maritimes nationales à Seattle (État de Washington) rappelle qu'au cours des dernières décennies, le phénomène El Niño est survenu avec une fréquence accrue mais pour des durées plus brèves.

« Ceci peut être un avertissement pour nous, si nous avons un important réchauffement mondial année après année », déclare-t-il. « Les vertébrés pourraient simplement ne pas être en mesure de s'adapter ».

Mia Tegner, chercheur à l'Institut océanographique Scripps, à La Jolla, en Californie, souligne que les eaux du Pacifique, au large de la Californie, se sont réchauffées d'environ un degré au cours des vingt dernières années.

Est-ce l'effet d'El Niño ou s'agit-il du réchauffement de la planète ? « Nous serons morts et enterrés avant de connaître la réponse », déclare Mia Tegner. « Mais c'est une perspective qui devrait tous nous effrayer. »

L'abbé Pierre conserve la faveur des Français

Associated Press
PARIS

L'abbé Pierre conserve la tête du classement des 50 personnalités les plus appréciées des Français, réalisé par l'Institut IFOP que publie *Le Journal du dimanche.*

Le fondateur d'Emmaüs devance, dans l'ordre, le chanteur Jean-Jacques Goldman, qui gagne une place par rapport au précédent classement de septembre, les comédiens Gérard Depardieu (+1) et Jean-Paul Belmondo (-2), la chanteuse Patricia Kaas (-1), l'ancien présentateur vedette de France 2 Bruno Masure (+13), le vulcanologue Haroun Tazieff (inchangé), la comédienne Sophie Marceau (-4) et la navigatrice Florence Arthaud (+14), qui obtient la meilleure progression.

Le président de la République, Jacques Chirac, arrive en tête des personnalités politiques à la 33e place (-10), juste devant le premier ministre, Lionel Jospin (inchangé), lequel devance Patrick Bruel (+1). Le ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, Claude Allègre, demeure bon dernier, derrière le président du RPR, Philippe Séguin (-1).

Dans une série de 50 noms, les interviewés ont eu à choisir parmi celles qu'ils connaissent, les 10 personnalités qui comptent le plus pour eux ou qu'ils aiment le mieux.

Des enfants noirs dans la descendance de Jefferson ?

Agence France-Presse
WASHINGTON

Des scientifiques de l'Université d'Oxford (Grande-Bretagne) ont entamé une série d'examens d'ADN visant à déterminer si l'ancien président des États-Unis, Thomas Jefferson, auteur de la Déclaration d'indépendance en 1776, a eu des enfants avec son esclave noir Sally Hemings, rapporte le magazine *US News and World Report.*

Des scientifiques d'Oxford ont reçu la semaine dernière des échantillons de sang de possibles descendants de Jefferson et vont comparer leur ADN afin de vérifier s'ils appartiennent à la lignée de Thomas Jefferson (1743-1826), poursuit le magazine dans son édition à paraître demain.

Les résultats de ces tests, qui doivent déterminer si ces personnes ont des liens de cousinage, sont attendus dans plusieurs mois « avec un degré élevé d'exactitude », précise-t-on de même source.

Les historiens sont partagés sur la question de savoir si Thomas Jefferson a eu plusieurs enfants illégitimes avec son esclave.

Équité salariale au fédéral

Message à Marcel Massé, président du Conseil du Trésor:

Vous dites avoir à coeur le bien-être de vos employé-e-s. Répondez à leur plainte sur l'équité salariale, vieille de 13 ans, en émettant dès maintenant les chèques.

C'est aussi simple que ça.

Pas besoin de voter !



Arrêtez de parler de votre offre et laissez-vous gagner par l'esprit des Fêtes.

Émettez les chèques!

L'Alliance de la Fonction publique du Canada, au nom de ses membres actuels et anciens lutte pour que cesse la discrimination salariale.

Aux membres de l'AFPC :

Veuillez communiquer par téléphone, par télécopieur ou par courrier électronique avec les personnes suivantes, pour exiger votre versement.

	Tél.	Téléc.	Courrier élec.
Jean Chrétien, premier ministre:	992-4211	941-6900	Chretien.J@parl.gc.ca
Paul Martin, ministre des Finances:	992-4284	992-4291	Martin.P@parl.gc.ca
Marcel Massé : président du C.T.:	952-5555	992-5570	Masse.M@parl.gc.ca

Les membres peuvent aussi consulter notre section sur l'équité salariale sur notre page Web, à l'adresse suivante : **http ://www.psac-afpc.com**

ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA • 12/97

La personnalité de la semaine

La Presse

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

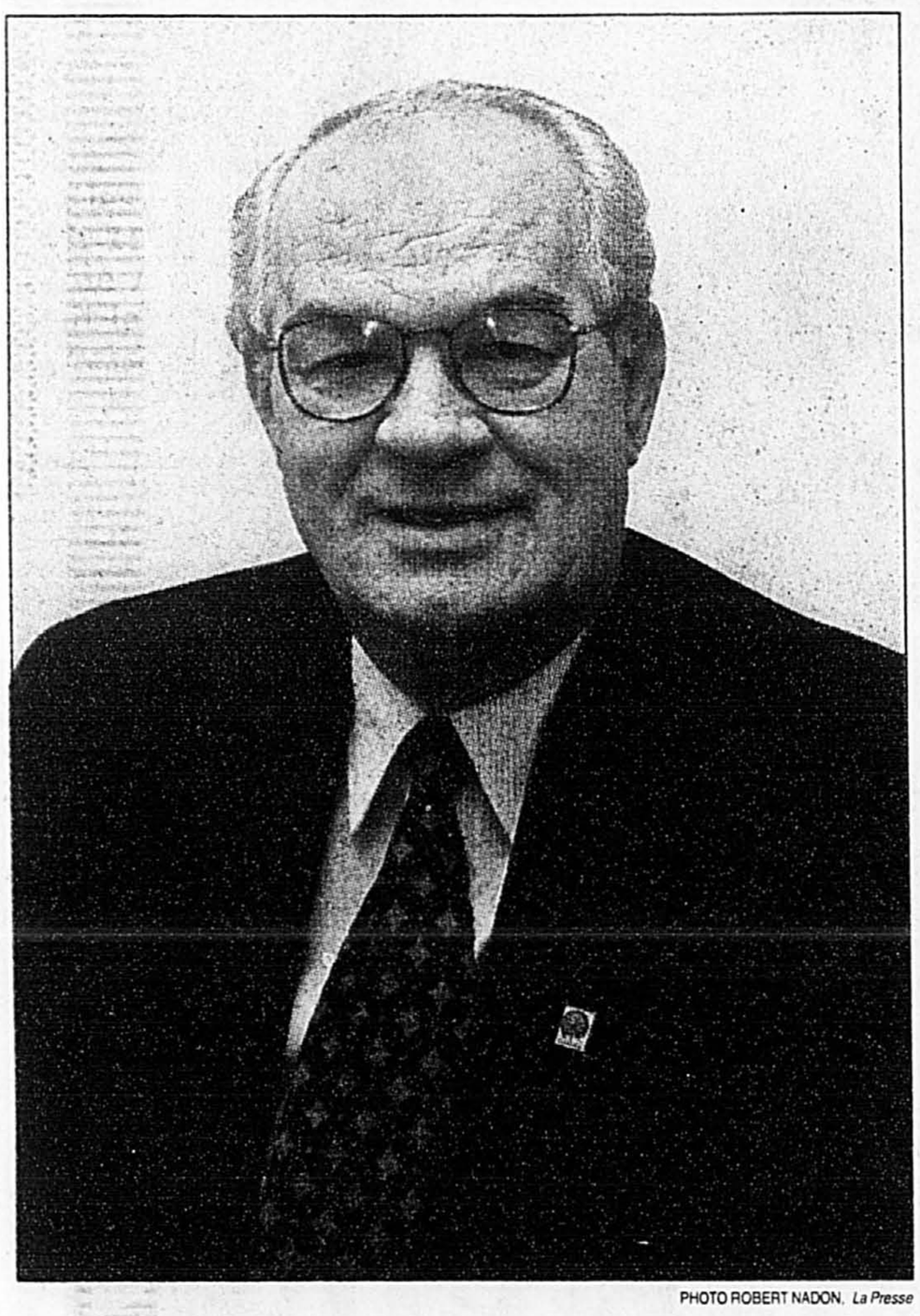


PHOTO ROBERT NADON, *La Presse*

« Chaque filiale, chaque division a son directeur général et son contrôleur. C'est ma philosophie : il faut donner à chacun le plus possible d'autonomie. Par contre, le soutien en ingénierie, en finance, vient d'en haut. Mais je veux que chaque unité reste petite et dynamique. »

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 14 DÉCEMBRE 1997

Jean-Paul Barré

JEAN-PAUL SOULIÉ

Né à Rougemont, sur une ferme où il y avait des pommiers, des champs de blé d'Inde, de tomates et de légumes, des troupeaux de vaches et une érablière, aîné d'une famille de sept enfants, Jean-Paul Barré se qualifie de « généraliste » du monde agroalimentaire du Québec. De son enfance sur la ferme où, comme partout à cette époque, on produisait de tout, et où il fallait savoir tout faire, il a gardé une polyvalence extraordinaire. Il a une formation de comptable, une grande expérience des techniques de mise en marché, connaît les secrets de la fabrication et de l'ingénierie des usines du groupe qu'il préside et dirige. S'il a suivi des cours à divers moments de sa carrière, il a surtout appris sur le tas.

« Du marketing, de la comptabilité, des achats de machinerie nouvelle, on en fait tous les jours, dit-il. J'ai appris à même mon travail, avec mes collègues, avec toute l'équipe ! » Ce dernier mot — « l'équipe » — revient souvent dans la conversation de Jean-Paul Barré. Mais s'il attribue les mérites de la réussite des Industries Lassonde à la fameuse équipe, c'est bien à lui qu'a été décerné tout récemment le titre de Personnalité du monde alimentaire 1997. *La Presse* souligne cet honneur en nommant Jean-Paul Barré **la Personnalité de la semaine.**

Né en 1935, Jean-Paul Barré se voit très vite confier des responsabilités par son père. Il n'a que 20 ans quand il devient secrétaire-comptable à la Société coopérative agricole de conservation de Rougemont. Trois ans plus tard, il en devient le gérant, et en 1960, il se joint aux Industries Lassonde, une entreprise familiale de Rougemont, à titre de comptable. « En 1960, le chiffre d'affaires de l'entreprise était de 325 000 $. L'an dernier, il a été de 160 millions de dollars. »

« De l'entreprise telle qu'elle était en 1960, il ne reste pas dix mètres carrés d'espace qui n'ait pas été transformé, se souvient Jean-Paul Barré. Entreprise familiale typique de la région. « Notre actuel président du conseil d'administration, Pierre-Paul Lassonde, est de la troisième génération de la famille des propriétaires. En 1987, l'entreprise est devenue publique. » Jean-Paul Barré en devient actionnaire. Depuis 1975, il en est le président et directeur général.

« C'est seulement en 1970 que nous avons embauché notre premier universitaire », note Jean-Paul Barré. Un an plus tôt, il a négocié l'achat des équipements nécessaires à la fabrication des jus Oasis en format d'un litre. L'entreprise est loin des jus de tomate des débuts. Elle est même arrivée en Chine. « Je n'y suis jamais allé, dit Jean-Paul Barré, mais nous avons là-bas une usine qui produit pour le marché local. Elle est située près des Trois-Gorges, et s'appelle la Beijing Oasis Hnf Ltée. C'est pas moi, c'est l'équipe ! » répète Jean-Paul Barré. Il ajoute, souriant : « Ça commence très modestement... Mais la première usine doit déjà tripler sa capacité. » Les bébés chinois boivent des jus Rougemont, et ils ont l'air contents, contents. Lassonde International est d'ailleurs en train de lancer une troisième usine à Xian, dans le Shaanxi. Ces trois nouvelles implantations lointaines sont des coentreprises avec des Chinois. Une aventure complexe. « Il a fallu négocier de deux à trois ans avant de démarrer réellement la production. »

« Nous sommes en Nouvelle-Écosse, en Ontario, mais je souhaite beaucoup élargir nos horizons, dit le PDG de Lassonde. États-Unis, Europe, Asie... et aussi dans les pays d'Afrique. » Un de ses secrets pour atteindre ces marchés, c'est de bien servir les clients, si différents de ceux d'ici. Vers le nord de l'Europe, les pays scandinaves, le blé d'Inde est un bon exemple : « Nous en vendons en boîtes. Des épis entiers, trois par trois. Mais ces gens-là ne le mangent pas comme nous : ils le font griller au BBQ ! » Ce n'est certainement pas comme ça que Jean-Paul Barré le mange en famille, mais c'est bien comme ça qu'il satisfait sa clientèle de l'Europe du Nord.

S'il attribue les mérites de la réussite des Industries Lassonde à son équipe, c'est bien à lui qu'a été décerné tout récemment le titre de Personnalité du monde alimentaire 1997.

Aujourd'hui, le holding Lassonde compte plus d'une douzaine d'entités qui fonctionnent de façon assez autonome. « Chaque filiale, chaque division a son directeur général et son contrôleur. C'est ma philosophie : il faut donner à « chacun le plus possible d'autonomie. Par contre, le soutien en ingénierie, en finance, vient d'en haut. Mais je veux que chaque unité reste petite et dynamique. »

Marié à une fille de la région, père de quatre enfants, Jean-Paul Barré travaille déjà avec ses deux aînés. Sa troisième fille travaille l'été. C'est que le personnel de Lassonde passe de 521 permanents à 794 durant la saison de production agricole. « Le Québec, dit Jean-Paul Barré, est le pays de l'agroalimentaire. C'est l'activité la plus importante chez nous ! » Ancien commissaire d'école, il s'est donc lancé dans une campagne pour faire admettre une formation en agroalimentaire dans les diverses commissions scolaires de la province. Il voit là un moyen de freiner le décrochage scolaire et une bonne source de main-d'oeuvre compétente.

Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie,
l'excellence naît de l'effort.

Hydro Québec
BANQUE NATIONALE il faut penser autrement
ALCAN

LA PERSONNALITÉ *en personne*

Tous les dimanches
à **8 h 15**
Sophie-Andrée Blondin
reçoit la personnalité
La Presse de la semaine.

Le Réveille-Matin, c'est une équipe de chroniqueurs curieux de tout réunis autour de Sophie-Andrée Blondin.
Le Réveille-Matin, c'est aussi un survol de l'actualité culturelle et sportive, une revue de presse complète et des rencontres intéressantes.
Faites du **Réveille-Matin** le magazine «essentiel» de vos fins de semaine.

Réalisation : Isabelle Tanguay

Radio-Canada CBF 690

LE RÉVEILLE-MATIN



SAMEDI de 7 h à 12 h
DIMANCHE de 7 h à 9 h